

N° 34

# Politorbis

*Periodische Zeitschrift zur Aussenpolitik  
Revue périodique de politique étrangère  
Rivista periodica di politica estera*

[www.eda.admin.ch/politorbis](http://www.eda.admin.ch/politorbis)

*Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten  
Département fédéral des affaires étrangères  
Dipartimento federale degli affari esteri*

## **Sommet mondial sur la Société de l'Information**

*Zentrum für Analyse und prospektive Studien (ZAPS)  
Centre d'analyse et de prospective (CAP)  
Centro d'analisi e di prospettiva (CAP)*

3 / 2003

# Politorbis

*Periodische Zeitschrift zur Aussenpolitik  
Revue périodique de politique étrangère  
Rivista periodica di politica estera*

N°34 3 / 2003

---

<b>Editorial</b>	Micheline CALMY-REY	<b>3</b>
<b>Die Schweiz und der Weltgipfel zur Informationsgesellschaft</b>	Marc FURRER	<b>6</b>
<b>Le Sommet Mondial sur la Société de l'Information: Un sommet sur un projet sociétal global</b>	Adama SAMASSEKOU	<b>10</b>
<b>The World Summit on the Information Society: Overview of the process</b>	Charles GEIGER	<b>15</b>
<b>Des resultats mi-figue mi-raisin</b>	Chantal PEYER	<b>22</b>
<b>Entre concepts flous et illusion techniciste</b>	Michel EGGER	<b>25</b>
<b>Informations- und Kommunikationstechnologien: Instrumente für Entwicklung und Armutsminderung</b>	Gerolf WEIGEL	<b>29</b>
<b>La fracture médiatique</b>	Michel BÜHRER	<b>37</b>
<b>The Council of Europe and the Information Society: Some key issues</b>	Michael REMMERT	<b>40</b>
<b>OECD and the Information Society: New challenges</b>	Pekka LINDROOS, Misha PINKHASOV	<b>46</b>



# Sommet mondial sur la Société de l'Information

---

Micheline CALMY-REY \*

## Editorial

C'est avec un plaisir tout particulier que j'écris cet éditorial de la revue de politique étrangère du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Ce numéro est dédié en entier au Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI).

La Suisse se réjouit d'être le pays hôte de la première phase de ce Sommet, qui aura lieu à Genève du 10 au 12 décembre 2003, la seconde ayant lieu à Tunis en 2005. Le DFAE est conscient de l'importance politique du Sommet. En effet, il a pour objectif de traiter des opportunités offertes par les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) et de les mettre au service d'objectifs politiques au sens le plus large du terme. Il ne s'agit donc pas de la technologie en tant que telle, mais de la mettre aux service de tous, de l'utiliser pour améliorer la condition de vie, de promouvoir le développement durable, de lutter contre la pauvreté et de contribuer à la meilleure compréhension entre les peuples. Le résultat attendu du Sommet est l'élaboration et l'adoption d'une déclaration d'intention politique claire et d'un plan d'action concret devant contribuer à réduire la « fracture numérique » et faciliter l'intégration de tous les pays à la société de l'information. Les nouvelles technologies ne sont pas une fin en soi, mais bien un moyen pour atteindre des objectifs de caractère politique, social, culturel ou économique.

Ce numéro de POLITORBIS présente différentes facettes de la Société de l'information en général et du SMSI en particulier. Je tiens à remercier tous les auteurs qui ont contribué avec des articles qui illustrent la complexité des sujets que traite le Sommet. Je me limite ici à mettre en exergue deux aspects qui me tiennent particulièrement à cœur, l'un lié à la participation de la société civile et des autres acteurs non-étatiques, l'autre aux droits humains.

---

\* Cheffe du Département fédéral des affaires étrangères

En ce qui concerne les acteurs non-gouvernementaux, le SMSI s'est toujours voulu innovateur. Par sa résolution 56/183, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la proposition de tenir le SMSI et a invité Chefs d'État et de gouvernement, responsables exécutifs des agences des Nations Unies, leaders de l'industrie, organisations non gouvernementales, représentants des médias et de la société civile à faire un effort commun pour coordonner le développement de la société de l'information dans le monde entier. L'Assemblée générale a donc consciemment essayé de trouver de nouvelles formes de coopération internationale qui tiennent compte des nouvelles réalités qui voient l'émergence des acteurs non-étatiques. Cette recherche d'un nouveau format correspond aussi à la portée et à la nature de la société de l'information, avec le secteur privé comme moteur du développement technologique et la société civile représentant les utilisateurs. La mise en oeuvre de toute action nécessitera donc l'établissement de partenariats avec des entités des secteurs public et privé. La Suisse, dès le début, a affirmé qu'elle attache presque autant d'importance au processus qu'aux résultats. Nous sommes donc particulièrement satisfaits de voir que ce processus a abouti à des formes de coopération inédites et que, en effet, le Sommet aura atteint un de ses objectifs en trouvant de nouveaux formats de dialogue entre les différentes parties prenantes, dialogue plus interactif, plus pertinent et donc plus productif. Certes, il faut admettre que les négociations proprement dites étaient réservées aux seuls gouvernements et que les représentants de la société civile et du secteur privés n'étaient pas admis comme partenaires tout-à-fait égaux. Certes, il faut reconnaître que certains des représentants de la société civile avaient des aspirations plus ambitieuses. Malgré des remarques de ce genre il faut cependant reconnaître que ce Sommet est allé plus loin que toute autre conférence internationale en ce qui concerne l'intégration de la société civile dans les travaux inter-gouvernementaux. La Suisse ne peut que se réjouir des progrès accomplis à cet égard. Nous espérons, en effet, que le SMSI pourra servir de modèle pour des grandes rencontres internationales à venir. La délégation Suisse au Sommet, quant à elle, a anticipé ces tendances. Elle a opté pour une approche des plus ouvertes en intégrant les différents acteurs non-gouvernementaux dans sa délégation officielle. Plusieurs de ses membres rendent compte de leurs expériences dans ce magazine et je les remercie pour leur contribution à notre effort commun.

Le deuxième sujet d'une importance toute particulière pour le DFAE touche au respect des droits humains comme base d'une société de l'information équitable. Depuis toujours, la défense et la promotion des droits humains occupent une place centrale dans la politique étrangère de la Suisse. Les droits humains constituent aussi une priorité dans la préparation du SMSI. En effet, les nouvelles technologies peuvent être un outil et une opportunité sans précédents pour promouvoir les droits humains. L'Internet permet l'ubiquité de l'information instantanée dans tous les endroits du monde à tout moment. C'est une chance qu'il faut saisir dans l'intérêt du développement démocratique et économique. Dans ce sens, le droit à la liberté d'opinion et d'expression, sans considérations de frontières, par quelque moyen d'expression que ce soit, tel que défini par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits humains, constitue la pierre angulaire de l'avènement d'une société de l'information mondiale. Ce droit doit être mis au centre de toute vision de la société de l'information. Nous sommes tout-à-fait conscients que ces droits fondamentaux ne sont pas encore garantis dans tous les pays. Mais nous attachons une grande importance à maintenir cette vision et nous sommes convaincus que la diffusion des nouvelles technologies va nous approcher de cet objectif.

J'espère que la lecture de ce numéro de POLITORBIS – qui sera, comme il se doit pour ce sujet, accessible au portail Internet du SMSI <sup>1</sup> - vous incitera à vous intéresser à ce Sommet si porteur d'idées et d'initiatives importantes pour l'avenir de notre société.



Micheline Calmy-Rey

~ — TM

---

<sup>1</sup> <http://www.wsisgeneva2003.org/home.html>

# **D**ie Schweiz und der Weltgipfel zur Informationsgesellschaft

---

Marc FURRER \*

Die Schweiz hat ihre Kandidatur für die Durchführung des Weltgipfels zur Informationsgesellschaft (WSIS) bei der ITU deponiert, weil sie ihre humanitäre Tradition – und insbesondere diejenige des UN-Standortes Genf - fortsetzen und stärken möchte. Der Weltgipfel will nämlich – entsprechend den Millennium Development Goals – möglichst „faire“ Lebensbedingungen für alle Menschen auf dieser Erde schaffen. Die Informations- und Kommunikationstechnologien (IKT) können und müssen für diese Ziele eingesetzt werden.

Als jüngstes UNO-Mitglied will zudem die Schweiz ihr Versprechen einlösen, sich aktiv für die UN-Ziele als vollwertiges Mitglied der Vereinten Nationen einzusetzen.

Für die Schweiz sind die mit der Informationsgesellschaft verbundenen Herausforderungen von prioritärer Bedeutung. Sowohl national wie auch international müssen diese Herausforderungen angepackt werden. Sie hat das Thema Informationsgesellschaft bereits in den Neunziger Jahren aufgegriffen und verfügt über eine entsprechende Strategie. Beste Voraussetzungen also, um einen Beitrag auch zu den Gipfelinhalten zu liefern.

## **Die Rolle der Schweiz**

Die Schweiz hat sich im ganzen WSIS-Vorbereitungsprozess aktiv beteiligt. Zusammen mit der ITU hat sie die Hauptthemen herauskristallisiert und die ganze Architektur des Gipfels mit zahlreichen Veranstaltungen („Summit Events“) rund um den politischen Kern mitgestaltet. Mit Einladungsschreiben und personellen Kontakten haben unser Bundespräsident Pascal Couchepin und die anderen Bundesräte ihre ausländischen Kollegen auf den Gipfel aufmerksam gemacht. Zahlreiche Bundesstellen haben Vertreter des Privatsektors, der Zivilgesellschaft und der Medien auf die Gipfelinhalte und die Mitmachmöglichkeiten aufmerksam gemacht. Im Oktober hat der

---

\* Staatssekretär für den WSIS und Direktor Bundesamt für Kommunikation (BAKOM)

Bundesrat den ehemaligen Bundespräsidenten und heutigen UNO-Untergeneralsekretär Adolf Ogi zum Sonderbeauftragten für die Gipfelvorbereitungen ernannt.

Logistik und Sicherheitsmassnahmen mussten koordiniert werden, genauso wie die „Summit Events“. Dazu wurde ein Exekutivsekretariat in Genf unter der Leitung von Botschafter Daniel Stauffacher geschaffen, der auch die Kontakte mit dem „nächsten“ Gipfelveranstalter, Tunesien, sicherstellt.

### **Die „Summit Events“**

Die „Summit Events“ sind ein wichtiger Bestandteil des Weltgipfels. Mit ihnen will die Schweiz Begegnungsmöglichkeiten schaffen, die die Diskussionen bereichern und hoffentlich weitere konkrete Projekte und Lösungen zu Problemen der Informationsgesellschaft auslösen werden.

Die Schweiz hat sich darum bemüht, die Veranstaltungen im Rahmen des Weltgipfels in unmittelbarer Nähe der politischen Diskussionen anzusiedeln. Dazu sind die Ausstellungshallen von Palexpo in Genf geradezu prädestiniert. Hier bietet sich die einmalige Möglichkeit, in wenigen Minuten Fussmarsch live vor Ort zu sehen, was im politischen Teil des Gipfels diskutiert wird. Oder Stellungnahmen zu erarbeiten, die dann am letzten Gipfeltag im Plenum vorgestellt werden können. Staats- und Regierungschefs, Vertreter aus Industrie, Zivilgesellschaft und Medien haben die Möglichkeit, ihre Stellungnahmen im Dialog vorzubereiten oder Diskussionen in einem weniger formellen Rahmen fortzusetzen. Dies entspricht dem Geist dieser neuen Art von Gipfel, wo den verschiedenen Stakeholdern die Möglichkeit geboten wird zu interagieren.

Das Schweizer Exekutivsekretariat hat die „Summit Events“ so konzipiert, dass sie zu einem wichtigen Bestandteil des Gipfels werden. Mehrere grosse Veranstaltungen werden von der Schweiz selbst organisiert oder unterstützt. Das Department for Public Information der UNO, die Europäische Rundfunkunion (EBU/UER) und die Schweiz organisieren das World Electronic Media Forum, wo Politiker und Persönlichkeiten aus der Medienwelt über die Rolle der Medien in der Informationsgesellschaft diskutieren werden. Die Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit (DEZA) organisiert in der Palexpo-Halle 4 zusammen mit dem internationalen Netzwerk Global Knowledge Partnership (GKP) die "ICT for Development (ICT4D) - Plattform". Diese wird die bisher grösste Veranstaltung zum Thema Informations- und Kommunikationstechnologien (ICT) im Dienst der Entwicklung: Auf 16'000 m2 zeigen Regierungen, nationale und internationale Organisationen sowie Unternehmen aus 80 Ländern konkrete Projekte, innovative Lösungen sowie Dienstleistungen aus der Praxis. Im Rahmen eines vielfältigen Konferenzprogramms (ICT4D Forum) diskutieren sie über Herausforderungen, Erfahrungen und Trends im Bereich ICT für Entwicklung.

Das Staatssekretariat für Wirtschaft (seco) wird im Rahmen dieser Plattform zusammen mit der Weltbank das jährlich stattfindende InfoDev-Symposium als zentrales Diskussionsforum zum Thema "ICT for Development" organisieren. Gemeinsam mit dem internationalen Handelszentrum (ITC) veranstaltet das seco am 11./12. Dezember auch einen interaktiven Workshop zum Thema "e-business". Mit beiden strategi-



schen Partnern wird ein attraktiver Gemeinschaftsstand gestaltet, wo die laufenden Projekte und Massnahmen des seco präsentiert werden.

Weitere Veranstaltungen sind vom Bundesamt für Kultur, vom Bundesamt für Statistik und von der Gruppe für Wissenschaft und Forschung (mit)organisiert.

Das Schweizer Exekutivsekretariat ist mit Vorschlägen für mögliche „Summit Events“ geradezu überrannt worden. Es ist jedoch bemüht, jedem Organisator eine Auftrittsmöglichkeit zu ermöglichen. Um diese Veranstaltungsfülle überschaubar zu machen, wurde das Summit-Portal [www.wsis-online.net](http://www.wsis-online.net) geschaffen. Es enthält laufend ergänzte Informationen zu allen Events, Projekten und Ausstellern. [www.wsis-online.net](http://www.wsis-online.net) erlaubt es den Gipfel-Teilnehmern, die Informationen auf Grund verschiedener Kriterien gezielt zu durchsuchen, und für jeden Tag ihr persönliches Gipfelprogramm zusammen zu stellen. Aber auch wer am Gipfel selber nicht teilnehmen kann, kann sich mit Hilfe des Portals über Themen, Projekte und Debatten informieren, Kontakte knüpfen und Dokumentationen herunterladen. Zudem soll [www.wsis-online.net](http://www.wsis-online.net) bis nach dem zweiten Teil des Gipfels im Jahr 2005 in Tunis weitergeführt werden. So wird es möglich sein, die Umsetzung des in Genf beschlossenen Aktionsplanes zu verfolgen.

### **Die Schweizer Prioritäten am Weltgipfel**

Die Schweiz hat sich im Rahmen der Vorbereitungskonferenzen dafür eingesetzt, dass die politische Erklärung kurz und prägnant gehalten wird. Zudem möchte die Schweiz die Idee des Aktionsplanes voll ausschöpfen, indem konkrete Aktionen mit einem klaren Zeitplan verabschiedet werden.

Die Zivilgesellschaft und die Privatwirtschaft sollen Möglichkeiten erhalten, ihren Input in die politischen Diskussionen einfließen zu lassen.

Die im Aktionsplan beschlossenen Aktionen stehen und fallen mit deren Finanzierung. Darum müssen geeignete Finanzierungsmechanismen definiert werden, die eine wirkungsvolle Implementierung sicherstellen.

Der Gipfel wird in zwei Phasen stattfinden; es ist deshalb nötig, die Zwischenphase zu planen, damit die Arbeiten weitergehen und die Aktionen auch umgesetzt werden.

In Bezug auf die einzelnen Themen will sich die Schweiz unter anderem dafür einsetzen, dass die Menschenrechte, insbesondere die Meinungsäusserungsfreiheit, das Gleichheitsgebot und die Rechtsstaatlichkeit als fundamentales Prinzip zur Entwicklung der Informationsgesellschaft anerkannt werden. Die Medien sollen unabhängig und pluralistisch sein. Auch wenn die Informationsgesellschaft vor allem mit den Neuen Medien identifiziert wird, muss aber auch die Rolle der traditionellen Medien (Radio und Fernsehen) anerkannt werden.

Selbstverständlich ist auch die Förderung der kulturellen Vielfalt und der Schutz des kulturellen Erbes ein prioritäres Thema für die Willensnation Schweiz. Die interkulturelle Verständigung soll zur Friedensförderung beitragen.

## **Der Schweizerische Vorbereitungsprozess**

Die Schweizer Delegation hat sich beispielhaft in einer sogenannten „Plateforme tripartite“ konstituiert. Ihr gehören Vertreter von Verwaltung, Zivilgesellschaft und Privatsektor an; diese erarbeiten auch die Schweizer Position für die Vorbereitungskonferenzen und den Gipfel gemeinsam. Die Mitgliedschaft in der Plattform steht jeder Organisation oder Interessengruppe offen. Es wird beabsichtigt, die Plattform auch auf dem Weg nach Tunis aufrechtzuerhalten. Mit der Schaffung dieser Plattform ist eine vielleicht typisch schweizerische Lösung gefunden worden, die trotz der Diversität der Bereiche und der Interessen ein schnelles Agieren und Reagieren im internationalen Prozess und die Erarbeitung von Konsenslösungen ermöglicht.

## **Der WSIS: ein Erfolg nur dank Mitwirkung**

Die Schweiz als Gastgeberland der ersten Phase des Weltgipfels setzt alles daran, damit diese erste Phase zu einem nachhaltigen Erfolg wird. Um dieses Ziel zu erreichen, ist sie jedoch auf die aktive und konstruktive Mitarbeit der anderen Staaten, der internationalen Organisationen und der Zivilgesellschaft und Privatwirtschaft angewiesen.

~ — TM

# **L**e Sommet Mondial sur la Société de l'Information: Un Sommet sur un projet sociétal global

---

Adama SAMASSÉKOU \*

Le Sommet Mondial sur la Société de l'Information est un Sommet spécial. Il sort de la tradition du système des Nations Unies, et ceci de différents points de vue. Non seulement, il aura lieu en deux phases, la première du 10 au 12 décembre 2003 à Genève, et la deuxième du 16 au 18 novembre 2005 à Tunis, mais aussi et surtout il place au cœur de ses préoccupations la participation active de tous les acteurs concernés à la construction de la société de l'information, prélude à la société de la connaissance et des savoirs partagés.

Sur la base d'une initiative de l'UIT, lancée par la Tunisie en 1998, l'Assemblée générale des Nations Unies a convoqué ce Sommet par la Résolution 56/183 du 21 décembre 2001, reconnaissant par là l'évidence qu'aujourd'hui les nouvelles technologies de l'information et de la communication sont en train de modifier fondamentalement notre manière de vivre, d'apprendre et de travailler, en bouleversant les pouvoirs traditionnels, la politique, l'économie et le social, mais aussi l'école, les médias et la vie culturelle.

C'est ainsi que nous sommes entrés dans une nouvelle société, symbolisée par la radio, la télévision, le PC, l'ordinateur portable, le téléphone cellulaire, l'Internet et les sites web, dans laquelle chacune et chacun peut – au moins théoriquement – produire, enregistrer, traiter et diffuser l'information, sans limite de temps et de distance.

Mais cette nouvelle société n'existe pas pour la plus grande partie de l'humanité. La plupart des pays en développement rencontrent de nombreux problèmes pour se connecter à la Toile, qui reste une affaire des pays riches : ces pays, avec 19% de la population mondiale, rassemblent 91% des utilisateurs d'Internet. Et même dans les pays industrialisés, la fracture sociale laisse bien des citoyens en marge de la révolution numérique.

---

\* Ancien Ministre de l'Education du Mali, Président de l'Académie Africaine des Langues et fondateur du Mouvement des Peuples pour l'Education aux Droits Humains, est actuellement Président du Comité de préparation du Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI)

## **Un Sommet spécial et des enjeux importants**

C'est pourquoi, l'objectif fondamental du Sommet est d'examiner les moyens de mettre cette révolution au service du développement humain, en luttant non seulement contre la fracture numérique mais aussi et surtout contre la fracture économique et sociale, en veillant également à ce que les nouvelles technologies de l'information et de la communication ne tuent pas nos cultures et nos langues. Ainsi, il s'agira de créer les conditions afin qu'à terme aucune citoyenne et aucun citoyen ne soient exclus ou restent en marge de la société de l'information.

Avec le formidable potentiel que représentent pour l'humanité les nouvelles technologies de l'information et de la communication, ce Sommet se révèle être une grande opportunité historique que nous devrions tous saisir.

Le premier des enjeux du Sommet, c'est de transformer la fracture numérique en perspectives numériques pour tous, en particulier pour la grande majorité de l'humanité vivant dans les pays du Sud.

Le deuxième enjeu est d'accélérer l'atteinte des objectifs de développement pour le Millénaire par un usage optimal et maîtrisé par tous des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Quant au troisième enjeu de notre Sommet, dont la réalisation nous permet d'éviter l'exclusion de peuples et de populations entières de la nouvelle société en construction, c'est la promotion de la diversité culturelle et linguistique – richesse des peuples et bien public mondial par excellence. En effet, comment aider toutes les citoyennes et tous les citoyens du monde à exercer concrètement leur droit à la communication dans la langue de leur choix ? Comment faire en sorte, par exemple, que l'utilisation de l'Internet reflète la diversité culturelle et linguistique des peuples ?

Plus concrètement : comment mieux exploiter les nouvelles technologies de l'information et de la communication pour « capaciter », dans leurs langues, les millions d'analphabètes de notre continent africain et des autres régions du monde, afin de leur permettre d'être des acteurs conscients et créatifs de la société de l'information, de la connaissance et des savoirs partagés ? Comment, ce faisant, par le renforcement du dialogue des cultures et des civilisations, endiguer les dérives d'une liberté débridée et garantir, dans tous les usages des innovations en cours, une véritable dimension humaine ?

Le travail intense de réflexion et d'échanges mené tout le long du processus préparatoire a clairement mis en exergue le fait que les technologies de l'information et de la communication ne sont pas une fin en soi. Elles sont un outil au service des êtres humains et des groupes sociaux. Certes, les enjeux technologiques ne sont pas négligés. La sécurité des réseaux, l'utilisation des logiciels à code source ouvert ou la gouvernance d'Internet sont venus se placer très haut dans les problèmes prioritaires que le Sommet doit affronter. Mais d'autres enjeux sociétaux ont tout autant retenu l'attention des participants, comme la diversité culturelle et linguistique, le rôle des média et la liberté de la presse dans la société de l'information, les questions de développement des compétences et des ressources humaines, les multiples applica-

tions dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'environnement, du commerce, de l'emploi ou de la prévention des catastrophes naturelles.

### **Une approche participative**

La réalisation de ces enjeux garantira assurément, au niveau planétaire, une société de l'information, ou plutôt de la connaissance et des savoirs partagés, pour tous. Et c'est pour mieux assurer leur réalisation que le principe de l'inclusion se trouve ancré également dans la démarche même d'organisation du Sommet.

En effet, une des originalités de ce Sommet, conforme du reste à la nature de la société de l'information, c'est que, bien que relevant d'un processus intergouvernemental, il s'ouvre au secteur privé, à la société civile et aux organisations internationales, en les intégrant pleinement dans les travaux de préparation comme dans le Sommet lui-même et ce, conformément aux recommandations de la résolution qui convoque le Sommet.

Dès le départ, la volonté de faire participer toutes les parties prenantes avait été clairement exprimée par les gouvernements et s'est concrétisée non seulement dans les règlements intérieurs du Comité préparatoire et du Sommet lui-même, mais surtout dans les faits. C'est là aussi un acquis très précieux du processus préparatoire : des modalités nouvelles d'implication de la société civile et du secteur privé ont été mises au point et largement utilisées pendant la longue série de réunions préparatoires. Les points de vue de larges segments de la société civile ont été très sérieusement écoutés et pris en compte dans les textes. Un Bureau International de la Société Civile a été mis en place par les acteurs concernés et, fait historique, des réunions régulières ont eu lieu entre le Bureau intergouvernemental du Comité de Préparation du Sommet, le Bureau de la Société Civile et le Comité de Coordination des Interlocuteurs du Secteur privé. Certes, il reste en la matière du chemin à parcourir, mais on peut aussi faire état d'une satisfaction bien justifiée.

### **De l'inclusion au partenariat**

Impliquer l'ensemble des partenaires concernés au moment des négociations devait les amener naturellement à établir des partenariats pour les phases ultérieures du processus. A l'heure où ces lignes sont écrites, on peut raisonnablement s'attendre à l'établissement de nombreux partenariats pour donner suite à la Déclaration et au Plan d'action. Chaque partie prenante – les gouvernements, les organisations internationales, le secteur privé et la société civile – peut et doit apporter une contribution unique aux défis déjà identifiés ou en cours d'identification: fracture numérique, inégalités d'accès, renforcement de la sécurité des réseaux, développement des compétences, créations de contenus diversifiés, mise au point d'applications variées. Il est fort probable que chaque partenaire à lui seul, gouvernement, société civile ou secteur privé, n'a pas les ressources suffisantes pour obtenir un impact sensible. Et même si c'était le cas, une action coordonnée permet d'atteindre les mêmes objectifs de manière plus efficace ou plus rapide. Puisse le processus amorcé dans ce sens se développer rapidement pour aboutir, dès la phase de Genève, à de nombreux partenariats pour la mise en œuvre d'actions conjointes !

De nouvelles alliances seront donc de plus en plus fréquentes : la société de l'information conduit inéluctablement à une gouvernance partenariale, dans une démarche participative opérationnelle, tant au niveau national que mondial.

L'heure est à la mobilisation de tous les acteurs de la société de l'information, pour créer de nouveaux partenariats permettant de tenir compte des besoins de toutes les couches de notre société, en particulier les groupes défavorisés, afin de faire profiter à tous des avantages des nouvelles technologies de l'information et de la communication. En somme, pour permettre à chaque citoyenne et à chaque citoyen d'acquérir une culture numérique.

Dans cette perspective, l'articulation du Sommet en deux phases, avec la deuxième phase à Tunis en 2005, est une excellente opportunité qui nous permettra de mieux bâtir, sur le long terme, le nouveau partenariat au service de la société de l'information, de la connaissance et des savoirs partagés: c'est pourquoi le processus lui-même, avec une valorisation permanente du principe d'inclusion, est aussi important que les objectifs du Sommet.

Par ailleurs, et c'est connu, l'approche inclusive est enracinée dans la civilisation de ma région, l'Afrique, dont les cultures ancestrales et l'approche communautaire sont fondées sur des valeurs de solidarité et de partage, donc d'inclusion.

### **Du partenariat à la solidarité**

L'ambition du Sommet, qui visiblement concerne un projet sociétal global, est un défi immense. Au-delà même des enjeux technologiques et sociétaux déjà cités, se dessine une vision encore plus englobante. S'il est vrai que la société de l'information permet la circulation de l'information et du savoir sur la terre entière, s'il est vrai que l'ensemble de l'humanité peut désormais potentiellement partager ses connaissances et ses savoir-faire, s'il est vrai que la création et la diffusion de contenus éducatifs, scientifiques, culturels, informatifs ou récréatifs sont rendues possibles pour toutes les populations à travers le monde, alors on peut envisager une nouvelle solidarité entre les êtres humains, les groupes sociaux et les nations dans le monde entier, une solidarité basée sur le partage des savoirs, une solidarité véritable fondée sur une meilleure connaissance de l'autre et sur le respect mutuel.

C'est là que prend tout son sens l'idée d'une Charte de Solidarité Numérique, prônée par le Président Abdoulaye Wade du Sénégal et que je propose de mettre à l'ordre du jour du Sommet à Tunis, en évaluant la mise en œuvre de la Déclaration et surtout du Plan d'Action adoptés à Genève et en élaborant des Plans d'Action régionaux qui concrétiseront et prolongeront les engagements pris lors de la première phase.

C'est là que se manifeste toute l'envergure de ce nouveau type de Sommet. Non seulement par la préoccupation d'intégration de tous les grands acteurs de la société de l'information et par l'approche participative, non seulement par le lancement de nouveaux partenariats au niveau international et par la vision d'une solidarité globale entre les peuples et les nations, mais également et surtout par l'ambition politique de renforcer le multilatéral sous une nouvelle forme. Et ce, partant de la nécessité évidente d'une approche commune internationale des grands problèmes de notre

planète, pour lesquels des solutions globales doivent être trouvées qui respectent la diversité culturelle et les spécificités des nations et des régions du monde. Le Sommet Mondial sur la Société de l'Information ouvre ainsi la voie à une nouvelle ère dans laquelle des Sommets des Nations Unies pourraient être convoqués, à intervalle régulier, pour débattre, d'une manière participative, des problèmes actuels de notre société globale qui ne peuvent plus, désormais, être résolus uniquement dans le cadre des politiques nationales ou régionales.

J'ai en effet la profonde conviction que ce Sommet, parce qu'il a trait à la politique globale de la société humaine dans son ensemble, pourrait être le prélude à une nouvelle génération de Sommets : il est souhaitable, probablement indispensable, dans ce monde de plus en plus globalisé, d'effectuer le saut qualitatif qui permettra de passer des Conférences des Nations Unies sur les questions de développement à des Sommets de Chefs d'Etat et de Gouvernement, convoqués tous les deux ou trois ans, à la faveur desquels les grands décideurs du monde, c'est-à-dire les plus hautes Autorités de tous les Etats membres des Nations Unies, partie prenante à part égale de l'avenir de notre planète, se retrouveront pour discuter des grandes questions de la société du futur en construction, sur la base de rapports préparés par les grands acteurs de la Société de l'Information, et bâtir progressivement ce nouveau Projet de société planétaire fondé sur des valeurs de Solidarité et de partage.

Notre monde est de plus en plus en proie à une violence inouïe qui s'immisce jusque dans nos foyers et l'actualité dramatique est là pour nous le rappeler. Plus que jamais, il est vital de conjuguer nos efforts pour arrêter ce processus de déshumanisation de notre planète. Le Sommet Mondial sur la Société de l'Information nous en offre l'opportunité. Oeuvrons donc ensemble pour que ce premier Sommet du troisième Millénaire, Sommet Mondial de la Solidarité, contribue à faire de la société de l'information, fille de la révolution numérique, une véritable société de la communication humaine, de la connaissance et des savoirs partagés, condition sine qua non d'un nouveau dialogue mondial pour la paix et d'une nouvelle communication internationale, fondés sur plus d'écoute, d'échange, de partage et de solidarité active entre les nations et entre les citoyens de notre planète.

~ — TM

# **T**he World Summit on the Information Society: Overview of the process

---

Charles GEIGER \*

## **How the WSIS got started**

Resolution 73 of the Plenipotentiary Conference of the International Telecommunication Union (ITU), held at Minneapolis in 1998, resolved to instruct the Secretary-General of ITU to place the question of the holding of a World Summit on the Information Society (WSIS) on the agenda of the United Nations Administrative Committee on Coordination (ACC, now the United Nations System Chief Executives Board - CEB) and to report to the ITU governing body, the Council, on the results of that consultation.

In his report to the 1999 session of the ITU Council, the Secretary-General of ITU indicated that ACC had reacted positively and that a majority of other UN organizations and agencies had expressed interest in being associated with the preparation and holding of the Summit. It was decided that the Summit would be held under the high patronage of the UN Secretary-General, Mr. Kofi Annan, with ITU taking the lead role in preparations.

In 2001, the ITU Council decided to hold the Summit in two phases, the first phase to be held from 10 to 12 December 2003, in Geneva, Switzerland and the second from 16 to 18 November 2005 in Tunis, Tunisia.

On 21 December 2001, the UN General Assembly voted resolution A/RES/56/183 in support of the International Telecommunication Union's initiative. The General Assembly considered that the Summit should focus on access to information, knowledge and communication technologies and on the digital divide, and should also address the whole range of relevant issues related to the Information society. It should harness synergies and create cooperation among the various information and communication technology (ICT) initiatives at the regional and global level in order to

---

\* Senior Policy Adviser, Executive Secretariat, WSIS



promote and foster the potential of ICT for development. The Summit should further aim to develop a common vision and an understanding of the information society, and adopt a Declaration of Principles and a Plan of Action for implementation by governments, international institutions, civil society and the private sector.

Resolution 56/183 is a clear political message that the Summit is not, or at least not only, about technology, but most importantly about the societal transformation from the industrial society to the information society and the values guiding that transformation. The resolution stresses the importance of participation of all stakeholders, including international and regional organizations, NGOs, civil society and the business sector. Nevertheless, the Summit is, like previous UN summits, an intergovernmental meeting, with international organizations, NGOs, civil society and private sector entities participating as observers.

### **Three main objectives**

The Summit has three main objectives:

- To raise awareness among political leaders, at the highest level, on the implications of the information society and the new challenges it will bring. The keyword is “creating a shared vision”.
- To address the digital divide and to explore the many possibilities which new technologies offer to help achieve the Millennium Development Goals. “Access and applications” are the keywords for this objective.
- To address the whole range of relevant issues related to the information society. Resolution 56/183 left it to the Summit to decide what exactly these issues are. The keywords for this objective are “framework and regulation”.

**Creating a shared vision:** The modern world is undergoing a major transformation, as the industrial society that marked the 19<sup>th</sup> and 20<sup>th</sup> centuries rapidly gives way to the information society of the 21<sup>st</sup> century. This dynamic process heralds radical change in all aspects of life. The computer and telecom revolution that created the Internet has barely begun. These technologies will alter almost every aspect of our lives: private, social, cultural, economic and political. In some areas, the changes may be marginal, but in others they will be fundamental. The new electronic technologies touch the very essence of human society: communication between people. Manuel Castells wrote in 2001: “The Internet is a communication medium that allows, for the first time, the communication of many to many, in a chosen time, on a global scale. As the diffusion of the printing press in the western world created what McLuhan called the ‘Gutenberg Galaxy’, we have now entered in a new world of communications: the ‘Internet Galaxy’.” Whether these changes will be beneficial or detrimental is impossible to predict, because how they are applied is a matter of social and political choice. What is therefore needed is a shared vision of this new world.

**Access and applications:** While television, radio, fixed-line telephones and in some cases even mobile telephones are now widespread, the Internet remains the most uneven of all major global networks. In the developing world, on average, only one in every 50 people has Internet access, compared with two out of five in the developed

world. Bridging the digital divide will bring a host of new possibilities to developing countries and their inhabitants. And it is not only economic development (e-business, e-commerce, new jobs and growth opportunities) that will be stimulated by better access and new applications: ICTs, and especially the latest developments, such as the Internet and the World Wide Web, may have a tremendous impact on poverty alleviation, and human and social development. The Internet as a decentralized and omnipresent medium opens up opportunities in key areas of development concern like health, education, e-government, human rights, environment, disaster relief, etc.. With its inherent ubiquity and transparency, this new medium can be a strong vector for empowerment, creating transparency and accountability. Internet, combined with traditional ICTs like radio and television, can reach out to remote communities. Telecentres will put villages on the map of the world. Each village library will have access to an incredible amount of knowledge: like putting the Library of Alexandria at the fingertips of every scholar. In his opening address to the World Telecommunication Development Conference at Istanbul last year, the Secretary-General of ITU called for a plan, by the end of 2003, to link every village on this planet to the Internet. This is not utopian, it is a target which may well be met sooner or later.

**Framework and regulation:** A number of new challenges are linked to the emergence of new ICTs:

- *Protection of privacy:* The challenge is to find a balance between privacy on the one hand and surveillance on the other. Example: In the UK, a country with a high level of remote surveillance, the average person is recorded 300 times a day by CCTV cameras. They are almost everywhere, in airports, airplanes, buses, shopping malls, schools, public buildings, offices, factories and, increasingly, in people's homes. Digital images can today be stored and analysed much faster and cheaper than in the past. How much control do we need, and how much privacy? By using your credit card, you give important information about yourself and your spending habits. Governments may be able to put mechanisms in place to control the state, but what about business?
- *Freedom of expression:* We have to guarantee freedom of expression also in cyberspace. But where is the limit? How much freedom and how much control and filtering? Pornography on the net is a concern, as increasingly is spam. Spyware can be bought on the Internet, which enables remote control of computers and access to passwords. The international community needs to find a balance between freedom of expression and control of content.
- *Copyright protection:* Enormous quantities of copyright protected material are circulating on the web every day. As it becomes more powerful and increasingly omnipresent, the Internet will make it easy to copy and distribute globally any recorded material, text, images, music or video. The question is how to protect copyright in future, and provide the right level of protection. This is again a question of balance, between free access to knowledge and information/data on the one hand and the interests of the owners of intellectual property to protect their work of art, research or entertainment on the other.
- *Conflicts of law:* Two years ago, a Russian computer specialist visiting the US was imprisoned because he had developed, in Moscow, a tool to decrypt an

Adobe program which protects digital books, an activity perfectly legal in Russia, but forbidden by the US Digital Millennium Copyright Act. He was only recently released from jail. Which jurisprudence should take precedence in the matter, the Russian or American legislation? There is a case for international harmonization in the field of cyberlaw.

Developing policy frameworks that deal with issues of cyberspace, including cyber-crime, security, taxation, intellectual property protection and privacy, are urgent themes on the world's agenda. WSIS will not solve all these problems, but may conclude that efforts should be undertaken at the global level to regulate some of these new legal issues. The problems are complex, as cyberspace is an intangible world. There are no visible boundaries, and its inhabitants are not only individuals, but also corporations and governments.

### **From PrepCom-1 to the Paris Intersessional Meeting**

UN General Assembly Resolution 56/183 recommended that preparations for the Summit take place through an open-ended intergovernmental preparatory committee, which would set the agenda of the Summit, finalize both the draft Declaration of Principles and the draft Plan of Action, and decide on the modalities governing the participation of other stakeholders in the Summit. So far, the Preparatory Committee has held three meetings:

PrepCom-1, held in Geneva from 1 to 5 July 2002, laid the foundations for the preparatory process. It decided on the Rules of Procedure of the Preparatory Committee, and on the Arrangements for Accreditation and Participation. The Rules of Procedure and the Arrangements are comparable to those of the World Summit on Sustainable Development (Johannesburg) and the International Conference on Financing for Development (Monterrey).

Between PrepCom-1 and PrepCom-2, five Regional Preparatory Conferences for WSIS were held, in the five major regions of the world. The Pan-European Regional Ministerial Conference took place in Bucharest from 7 to 9 November 2002. It covered two regions (Western Europe and North America, and Eastern Europe), and was preceded by a subregional conference in Bishkek. Further Regional Preparatory Conferences took place in Tokyo (for the Asia-Pacific region) from 13 to 15 January 2003, in the Dominican Republic (for the Latin America and Caribbean region) from 29 to 31 January 2003, and in Beirut from 4 to 6 February 2003 and Cairo from 16 to 18 June 2003 (for the Arab region). These meetings attracted a high level of participation. As an example, the Pan-European Conference at Bucharest was attended by 1,391 participants from 57 countries, including 405 government delegates, 87 delegates from intergovernmental organizations, 459 business sector participants, 221 participants from civil society and 291 media representatives.

All five Regional Preparatory Conferences produced final documents, which, together with more than 80 written inputs from governments, intergovernmental organizations and accredited civil society and business sector entities, constituted the building blocks for the first drafts of the Declaration of Principles and the Plan of Action. These drafts were discussed at *PrepCom-2*, which took place at Geneva from 17 to 28 June 2003.

At PrepCom-2, governments decided on a formal procedure for inputs from all stakeholders. The Executive Secretariat received more than 900 pages of contributions from governments and observers, and compiled the individual contributions in a reference document of 357 pages. This compilation formed the basis for a refined version of the Declaration of Principles and the Plan of Action, which was submitted to an Intersessional Meeting in Paris. This meeting, which took place at UNESCO from 15 to 18 July 2003, worked successfully to produce a revised Declaration of Principles and a revised Plan of Action.

If we analyse the positions of governments at PrepCom2 and the contributions summarized in the Reference Document, the main controversial issues can be identified. They are as follows:

- **Internet governance:** Some countries would like to see ICANN's role confirmed and extended; others would prefer to see it replaced by a multilateral and/or inter-governmental organization.
- **Human rights:** There are countries that would like to see the concept of human rights extended to include concepts such as the Right to Communicate, and others that would like to see extended access to information, whereas some would prefer to see the existing human rights concepts to be maintained unaltered.
- **Policy framework for cyberspace:** Some respondents would like to see moves towards a more formal, structured and treaty-based approach to international cooperation in cyberspace on issues like security, critical network protection, consumer protection, privacy, combating spam, harmonization of tax rules, preventing harmful content, etc. Other countries take a more libertarian view that it is pointless and unnecessary to try to apply rules or 'regulation' to cyberspace.
- **Security:** There is a need to balance the desire for greater security in ICT networks with the desire to uphold freedom of expression and basic human rights. Some countries would like to see new treaties on information security and fighting cybercrime, while others would prefer to work with existing mechanisms. There is some fear that greater security means less privacy.
- **Financing:** Some countries would like to see the WSIS produce specific new funding commitments, such as a digital solidarity fund. Others would prefer to avoid such new commitments and instead use existing funding mechanisms, as well as relying more on the private sector.
- **Open-source software:** Many developing countries are pinning great hopes on open-source software as a way of making ICTs more affordable. Countries that are home to large software companies prefer not to give undue preference to open-source software over commercial alternatives.
- **Creating a favourable environment:** Some countries would like a clear statement in favour of a transparent, open and pro-competitive regulatory environment. Others would prefer not to be prescriptive on this point.

- **Intellectual property:** This issue represents the tension between the desire to extend intellectual property rights, for instance by extending copyright, and the desire to expand the public domain and protect traditional knowledge.
- **Role of different stakeholders:** There is wide recognition of the roles of governments, private sector and civil society as stakeholders. Some would like to add UN agencies as stakeholders. The allocation of responsibilities between stakeholders is a matter of debate.

It is interesting to observe that the areas of divergence between governments mentioned above are also key controversial points for civil society and NGOs on the one hand and business entities on the other. While civil society and NGO representatives e.g. stress the importance of open-source software, business representatives tend to emphasize the importance of intellectual property rights. The observers' agenda is not very different from the agenda of governments: several (especially western) governments have adopted positions similar to those of civil society and NGOs.

### **PrepCom-3, a critical juncture**

The first part of PrepCom-3 was held from 15 to 26 September 2003 in Geneva. In opening the first plenary session, the President of the Preparatory Committee, Mr Adama Samassékou, former Minister of Education of Mali, stressed that the WSIS process is now entering the negotiation phase, and welcomed the positive and constructive attitude displayed by all participants during the previous months. Mr. Yoshio Utsumi, Secretary-General of ITU, recalled the three main objectives which the Summit should aim to achieve and mentioned some of the most important issues which have to be dealt with, such as the digital divide and the importance of partnership and financing in bridging this divide. He also stressed the need to define the role of UN organizations in our society, to tackle the changes in the global economic situation and to address present and future challenges in the development and utilization of communication services and applications.

PrepCom-3 worked intensively for two weeks. It approved the Rules of Procedure for the Summit, as well as the Summit agenda and format. A number of issues in the Declaration of Principles and the Plan of Action remained unresolved, however, and will require further negotiations. For this reason, PrepCom decided to suspend the session and reconvene for a week from 10 to 14 November, with a view to continuing negotiations on the two texts.

### **Participation of observers**

The WSIS process may be considered as another step forward in relations between the UN and civil society. At PrepCom-2, observers were given the floor each day for one hour, and were allowed to remain in meeting rooms during government discussions. At PrepCom-3, they were given the floor on each chapter of the Declaration of Principles and the Plan of Action. WSIS will go down in UN history as the first Summit where observers were given extensive speaking slots in the main Summit segment and opportunities to submit written inputs in the preparatory process. In practice, the integration of observers in the discussions during the preparatory process went well beyond the Rules of Procedure. Governments accepted the view that civil

society and business are important partners in building the information society of the 21<sup>st</sup> century, and that only a joint approach, supported by all stakeholders, would have a chance of success.

### **The Summit framework**

Based on the decisions of PrepCom-3, the Executive Secretariat will finalize the Summit programme, together with the host country. The core Summit will include five Plenary sessions, at which statements will be delivered by all participating governments and by selected observers, and four high-level round tables. The General Debate will follow the Opening Ceremony on Wednesday, 10 December 2003 and will continue all day on Thursday and Friday. Specific time at the end of each session will be reserved for statements by observers. Round tables will be held in parallel with plenary meetings on Wednesday, 10 and Thursday, 11 December. They will be open to participants from governments, international organizations, civil society and private sector entities, and will be broadcast on TV and the Internet. Comprehensive information relating to the Summit and the preparatory process can be found at the official WSIS website at <http://www.itu.int/wsis>

Besides the core Summit, an important number of other events will also be taking place at PALEXPO and other locations in Geneva. More than 100 events organized by international organizations, civil society and business sector entities are announced. Highlights include the conference on the "Role of Science in the Information Society", hosted by CERN, the "World Electronic Media Forum", and the annual meeting of InfoDev, a major World Bank Programme. More information about these side events can be found on the host country website at <http://www.wsisgeneva2003.org/> and also at <http://www.wsis-online.net/>.

The Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC) and the Global Knowledge Partnership (GKP) have decided to create, at the Summit venue, an exhibition platform called ICT for Development (ICT4D) Platform. This exhibition, which will take place in Hall 4 of PALEXPO, will be accessible without accreditation to the Summit. It will attract numerous visitors and will be the largest ever event on information and communication technologies for development. In addition to the exhibition, the ICT4D Platform will also host a high-profile conference programme, the ICT for Development Forum (ICT4D Forum). From 9 to 13 December 2003, key innovators and world leaders from government, international organizations, the private sector and science will debate trends, perspectives and lessons learnt in ICT for development. All information on the ICT4D Platform and Forum can be found at <http://www.ict-4d.org/Marketplace/en/default.htm>

~ — TM

## Des résultats mi-figue mi-raisin

---

Chantal PEYER \*

En février 2003, *comunica-ch*<sup>2</sup> – une coalition d’organisations non-gouvernementales et de journalistes suisses – évoquait au cours de sa conférence de presse que le Sommet était mal parti. Qu’en est-il aujourd’hui du point de vue de la société civile et quel a été l’engagement de la Suisse, pays hôte?

Pour la société civile, les résultats des derniers comités préparatoires (PrepCom) peuvent se résumer en deux mots-clés: frustration et dialogue, ou frustration du dialogue. C’est-à-dire que la société civile reconnaît avoir pu s’exprimer, mais n’a pas été entendue. Au point de déclarer dans une conférence de presse, tenue fin septembre, que «si les gouvernements continuent à exclure nos principes, nous ne pourrions pas accorder une légitimité aux documents finaux du Sommet».

Pour comprendre cette déclaration, il faut s’arrêter au type de partenariat – gouvernement, secteur privé, société civile - , qui caractérise le SMSI. Au niveau formel, tous les participants reconnaissent que jamais sommet onusien n’aura autant associé les acteurs non-gouvernementaux aux négociations officielles. Les formes de consultation pratiquées durant les conférences préparatoires sont à certains égards historiques. Suite à la création de son propre «Bureau» en février 2003 par exemple, la société civile a acquis une légitimité pour négocier les règles de procédures avec les gouvernements. Et durant la Prepcom3, ces règles ont permis deux choses aux acteurs non-gouvernementaux. D’une part, d’intervenir à plus de 20 reprises en plénière, en proposant 86 recommandations précises. D’autre part, de prendre la parole au début des sous-groupes de travail gouvernementaux, constitués pour forger des consensus sur les thèmes sensibles (droits de l’homme, gouvernance d’Internet, conditions-cadres, médias, financement, etc.). Ces innovations – notables si l’on considère l’opposition quasi-systématique de la Chine, de l’Egypte et de l’Iran – demeurent cependant limitées. Et doivent être pondérées par deux constats. Premièrement, le SMSI innove en matière de procédures, mais ne représente pas un réel

---

\* Collaboratrice de Pain pour le prochain et membre de la délégation officielle de la Suisse au SMSI

<sup>2</sup> Voir [www.comunica-ch.net](http://www.comunica-ch.net) ou [www.ppp.ch/communication](http://www.ppp.ch/communication)

tri-partisme<sup>3</sup>. Le statut de la société civile demeure purement consultatif, contrairement à ce qu'ont laissé entendre maintes déclarations officielles qui évoquaient de nouvelles formes de gouvernance et des partenariats inédits. Deuxièmement, ces procédures ne garantissent pas que les documents et propositions élaborés au jour le jour par la société civile<sup>4</sup> soient pris en compte par les gouvernements. Ainsi, au plan des contenus, une étude a démontré que depuis la réunion de Paris (15-18 juillet), 60% des recommandations de la société civile ont été ignorées. Le résultat est un document technocratique qui parle d'infrastructures plus que de contenus, et qui place les intérêts du secteur privé avant ceux des individus et des communautés.

Pour les acteurs de la société civile, un des objectifs du Sommet de Genève est de parvenir à une Déclaration politique forte, qui «ne se limite pas aux nouvelles technologies de l'information et de la communication» et qui «place l'intérêt public, les droits et les besoins des citoyens en son centre<sup>5</sup>». Au vu de ces critères, les résultats des Prepcom sont décevants. Prenons trois exemples.

D'abord, les médias dits traditionnels – radio, télévision et presse écrite – restent encore largement ignorés. Malgré un intense lobbying de la société civile, notamment suisse, seul un point de la Déclaration actuelle – sur 50 points et 7 pages de textes – leur fait référence. Toute mention du service public et des radios communautaires – essentiels pour les communautés de base des pays en développement – a disparu, et l'ensemble du texte demeure entre parenthèses. Cela signifie qu'il peut encore être abandonné lors des négociations ultérieures, malgré un soutien marqué de la délégation suisse.

Ensuite, les logiciels libres. Si le secteur économique s'est jusqu'ici distingué par son absence des débats – la passivité d'économiesuisse a été très remarquée au sein de la délégation helvétique – il défend activement ses intérêts en coulisses. Ainsi, la recommandation de « généraliser l'emploi de logiciels libres » a fait l'objet d'âpres discussions. Elle a d'abord été supprimée de la Déclaration, suite à la pression de Microsoft, relayée par les Etats-Unis. La Suisse, qui défend pourtant une position modérée sur ce thème, a également fait l'objet de remontrances de la part de la Chambre internationale du commerce (CIC). Et il a fallu une conférence de presse de la société civile pour que le soutien aux logiciels libres soit finalement réintroduit dans la dernière version de la Déclaration.

Enfin, le caractère unilatéral sur la fracture numérique. Le plan d'action propose des objectifs ambitieux et chiffrés pour réduire les inégalités en matière d'accès aux moyens de communication : connection de toutes les universités jusqu'en 2005 et de tous les villages d'ici à 2010, création de sites Internet pour tous les gouvernements dans un délai de deux ans. Toutefois dans le contexte de libéralisation actuel des télécommunications – les accords de l'organisation mondiale du commerce dans ce secteur datent de 1997 déjà – les propositions pour atteindre ces objectifs semblent jouées d'avance: «ouverture des marchés, transparence et non-discrimination» sont les maîtres-mots – largement reflétés dans la position suisse – d'un plan d'action qui

---

<sup>3</sup> La seule organisation internationale qui pratique aujourd'hui un réel tri-partisme est le Bureau International du travail (BIT)

<sup>4</sup> Voir [www.worldsummit2003.de](http://www.worldsummit2003.de)

<sup>5</sup> Comunica-ch: proposition pour la Déclaration de principe du SMSI, [www.comunica-ch.net](http://www.comunica-ch.net)



voit dans les investissements privés la clé de voûte du développement des infrastructures. La seule brèche dans ce consensus porte sur la question du financement.

Alors, le Sommet de Genève sera-t-il pour la société civile un échec? Malgré les nombreux bémols, le constat serait trop négatif, car si les acteurs non-gouvernementaux peinent à se reconnaître dans le processus officiel, l'enjeu se situe également dans les marges. Le Sommet de Genève sera l'occasion de nombreux événements parallèles, telles que manifestations culturelles, tables rondes, débats. Et au niveau suisse, il a à la fois initié un nouveau processus de dialogue entre les acteurs concernés – départements gouvernementaux, secteur privé et société civile - et stimulé l'émergence de nouveaux réseaux, comme comunica-ch, qui s'interrogent sur la façon de défendre une information et une communication citoyennes. C'est également là, dans ces marges du SMSI, que se situent les vrais débats et la fécondité du processus.

~ — TM

# **E**ntre concepts flous et illusion techniciste

---

Michel EGGER \*

Comme toute grand-messe onusienne, le Sommet mondial sur la société de l'information n'échappe pas aux habituels conflits d'intérêts et luttes de pouvoir, non seulement entre gouvernements, mais aussi avec les organisations de la société civile et du secteur privé qu'elle entend associer davantage. Cependant, au-delà des divergences sur certaines questions de procédures et de contenu, ce qui frappe est un consensus de fond, une forme de discours « paradigmatique » que l'on retrouve un peu partout, dans les textes officiels du Sommet, les rapports des organisations internationales (du PNUD à la Banque mondiale), les déclarations des gouvernements – du Sud comme du Nord –, les prises de position du secteur privé voire même de certaines organisations non gouvernementales (ONG).

Ce discours paradigmatique tient en quatre points :

1. Centrée sur les TIC – Internet en tête –, la société de l'information marque le passage à une nouvelle ère post-industrielle, une économie immatérielle dominée par la circulation de l'information et des savoirs.
2. L'accès aux TIC et leur adoption tous azimuts – dans les domaines de l'économie, la santé, l'éducation, etc. – est un élément déterminant de la prospérité et du bien-être collectif. Ainsi que le proclame la Déclaration du Millénaire de l'ONU, « les TIC peuvent s'avérer de puissants outils pour accélérer la croissance générale et le développement durable et lutter contre la pauvreté ». Elles peuvent non seulement faire sauter les obstacles au développement, mais en brûler les étapes.

---

\* Collaboration: Mare Thorndahl

Michel Egger est coordinateur pour la politique de développement à la Communauté de travail Swissaid/Action de Carême/Pain pour le prochain/Helvetas/Caritas/Eper

Marie Thorndahl est consultante indépendante sur les questions Nord-Sud

3. Il importe donc – c'est l'un des objectifs du Sommet – de « combler le fossé digital »<sup>6</sup> pour que tous puissent être connectés, accéder aux TIC et tirer profit des réseaux planétaires d'échanges d'informations et de connaissances.
4. La réalisation de ces objectifs – recul de l'aide publique au développement oblige – passe par la libéralisation du secteur des télécommunications et l'établissement de partenariats public-privé alliant gouvernements, entreprises et société civile. La « fracture numérique » serait en cela moins un problème qu'une « opportunité », la chance d'opérations « win-win » et de « dividendes numériques » où coïncideraient profits privés et bénéfices sociaux, « libre marché » et « accès universel ».

Les agences de développement, internationales et nationales, ont pour bon nombre adopté ce discours et revu tout ou partie de leurs objectifs. C'est notamment le cas de la Direction pour le développement et la coopération (DDC), ainsi que le montre son programme « ICT4D<sup>7</sup> » et les événements parallèles qu'elle concocte pour le Sommet.

Ce consensus et la rhétorique qui l'accompagne posent cependant un certain nombre de questions fondamentales. Des questions d'autant plus cruciales que jusqu'ici la réalité des pratiques sur le terrain dans les pays en développement – notamment en Afrique et en Amérique latine – est largement en-deçà des discours.

De fait, le « nouveau » concept de « société de l'information » et les « nouveaux » outils que sont les TIC n'ont fondamentalement rien changé à la coopération internationale. Ni dans la vision du développement, ni dans les approches et pratiques<sup>8</sup>. Tout se passe comme si les « développeurs » – en particulier les organismes internationaux – avaient simplement transposé les structures et idéaux d'hier aux enjeux « nouveaux » de l'ère de l'information. Sans forcément tirer les leçons des échecs du passé. On reste ainsi grosso modo prisonnier d'une vision classique, historico-linéaire, du développement, où les besoins des pays en développement sont définis par rapport aux sociétés développées et en fonction du retard à combler.

Parmi les questions qui se posent, quatre sont particulièrement critiques :

1. **Le flou conceptuel.** La « société de l'information » – présentée comme une évidence dans les textes préparatoires du Sommet – est une notion d'autant plus controversée qu'elle est mal ou pas définie, sans réel fondement dans la réalité, déclinée au singulier alors qu'elle devrait l'être au pluriel, étant donné la diversité des situations, cultures et peuples en présence. La même imprécision prévaut pour le concept fourre-tout de « fossé » ou « fracture numérique », qui repose davantage sur des données statistiques et l'intuition de certains auteurs que sur des recherches théoriques et de terrain approfondies.

---

<sup>6</sup> Titre d'un article paru dans le dernier numéro de *La Suisse et le monde*, magazine du Département fédéral des affaires étrangères : « Sommet à Genève pour combler le fossé digital », 4/2003, p. 24-25.

<sup>7</sup> « ICT4D » signifie Information and Communication Technologies for Development. Voir [www.ict-4d.org](http://www.ict-4d.org).

<sup>8</sup> Pour une analyse approfondie de cette question et du point de vue exprimé dans ce texte, voir l'ouvrage qui vient de paraître : « Société de l'information et coopération internationale : development.com », *Annuaire suisse de politique de développement 2003*, Genève, iued, env. 250 p., avec CD-Rom multilingue. [www.iued.unige.ch](http://www.iued.unige.ch)

2. **L'euphorie techniciste.** On baigne implicitement dans la pensée idéologique qui associe avancée technique, croissance économique et progrès social. Cela en oubliant trois choses. D'abord, que les TIC, comme toute technologie, sont profondément ambivalentes ; leur impact peut être aussi bien positif que négatif. Ensuite, que la théorie dite « du rattrapage » s'est avérée être une illusion dans la plupart des secteurs du développement ; rien n'indique qu'il en ira autrement avec la société de l'information, toute source d'inégalité technologique étant immédiatement remplacée par une autre dès qu'elle s'atténue. Enfin, que l'accès inégal aux TIC et à Internet n'est pas un « fossé » à combler, mais une « fracture » qui est le reflet et le produit du problème – infiniment plus vaste et global – des inégalités économiques et sociales croissantes à travers le monde, au Nord comme au Sud.
3. **L'hégémonie « missionnaire » des « développeurs ».** La « société de l'information » étant devenue l'horizon incontournable du développement et la clé du futur, les « info-pauvres » n'ont plus le choix : ils doivent être connectés. Hors des TIC, point de salut. Le modèle socio-technologique développé par le Nord et préconisé par la Banque mondiale est érigé en norme universelle. De « potentiels », les TIC sont transformées en « besoins » essentiels et planétaires dont les pays du Sud et de l'Est doivent prendre conscience, si ce n'est déjà fait. Ils sont donc appelés à augmenter leur « e-readiness » en mettant en place des « stratégies » pour améliorer leur « e-leadership » et doper leur « e-développement », via notamment leur « e-commerce » et leur « e-gouvernance ». Selon les indicateurs conçus par des entreprises de management américaines, un gouvernement est « e-ready » lorsqu'il est capable de libéraliser son économie afin d'attirer les investissements privés internationaux. Ces indices donnent non seulement lieu à des classements par pays, mais sont repris par bon nombre d'agences de développement. Voilà comment, par un glissement insidieux, les standards élaborés par la « pensée business » – pour les pays riches – finissent par s'imposer aux plus pauvres pour leur « propre bien » !
4. **L'impasse sur les relations de pouvoir.** Qui bénéficie vraiment de la « société de l'information » ? Qui décide de son évolution ? Qui contrôle les tuyaux et les contenus ? L'analyse de ces questions est absente de la plupart des documents préparatoires du Sommet. Et pour cause : la réalité économique et politique a profondément changé ces dix dernières années dans le secteur des télécommunications. Selon trois mots d'ordre : libéralisation du marché, privatisation des opérateurs historiques, prédominance du commerce sur le service public. Avec trois résultats : pouvoir croissant de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) au détriment d'organisations comme l'Unesco et l'Union internationale des télécommunications (UIT), montée en puissance des multinationales, réduction de la marge de manœuvre des Etats et perte de souveraineté nationale.

Il ne s'agit pas, bien sûr, de contester le rôle croissant de l'information dans l'évolution des sociétés, ni de nier le potentiel des TIC pour le développement et l'importance pour les pays du Sud à participer activement aux révolutions technologiques en cours. Mais si ces points critiques ne sont pas saisis à bras-le-corps, si la coopération internationale ne repense pas certaines de ses pratiques et approches, si le débat évite les questions de fond telles que les relations de pouvoir, les options idéologiques néo-libérales et les questions structurelles qui ont jusqu'ici fait obstacle

au développement durable et à une gouvernance mondiale plus transparente et participative, il y a fort à parier que la rhétorique déjà un peu usée sur la « fracture numérique » ne s'épuise rapidement. Alors, les belles déclarations de principe sur une « société globale de l'information » resteront lettre morte.

~ — TM

## **I**nformations- und Kommunikationstechnologien: Instrumente für Entwicklung und Armutsminderung

---

Gerolf WEIGEL \*

Als Instrumente für die Entwicklung bergen Informations- und Kommunikationstechnologien (Information and Communication Technologies, ICT) ein riesiges Potenzial. Die Sensibilisierung von Entscheidungsträgern für die damit verbundenen Möglichkeiten und die Lancierung konkreter Projekte zählen zu den wichtigsten Aufgaben des Weltgipfels zur Informationsgesellschaft in Genf. Die ICT for Development Plattform, die von DEZA und Global Knowledge Partnership im Rahmen des Gipfels organisiert wird, leistet dazu einen wichtigen Beitrag.

“Wir haben gelernt, mit der Armut zu leben. Aber niemals werden wir akzeptieren, vom Zugang zu Informationen und Wissen abgeschnitten zu sein.” Diese Aussage eines jungen Studenten aus Burkina Faso bringt die zentrale Herausforderung des Weltgipfels zur Informationsgesellschaft, der vom 10.-12. Dezember in Genf stattfindet, auf den Punkt. Wie können wir gewährleisten, dass alle Länder, Kulturen und Menschen an der globalen Informations- und Wissensgesellschaft teilnehmen und von ihren vielfältigen Möglichkeiten profitieren?

Zwar steht die Informationsrevolution erst am Anfang. Wie kurz nach der Erfindung der Dampfmaschine die Konturen der herauf dämmernden Industriegesellschaft noch nicht absehbar waren, so lässt sich heute noch nicht vorhersagen, wie die Informationsrevolution unsere Gesellschaft letztlich prägen wird. Fest steht jedoch bereits, dass die Informations- und Kommunikationstechnologien – Computer, Internet, Telefonie, TV und Radio – qualitative Veränderungen in praktisch allen Lebensbereichen mit sich bringen. So definieren sie den Stellenwert von Information und Wissen neu. Man spricht heute zu Recht von der Knowledge Economy oder K-Economy, in der Wissen das strukturelle Kapital von Unternehmen und Institutionen darstellt. Oder sie verändern die Art und Weise, wie Individuen, Gruppen und Institutionen untereinander und miteinander kommunizieren. Beispielsweise schaffen Informations- und Kommunikationstechnologien (Information and Communication Technology, ICT) neue Formen der Interaktion zwischen Staat und Bürger, was wiederum Auswirkungen

---

\* Leiter der Sektion ICT4D, DEZA

gen auf Fragen der Regierungsführung, auf unser Verständnis von Demokratie, öffentlichen Gütern oder Menschenrechten hat.

Fest steht ebenso, dass bisher nicht alle Menschen von der Informationsrevolution profitieren. Vielmehr drohen durch die Informations- und Kommunikationstechnologien die bestehenden Gräben – zwischen arm und reich, Norden und Süden, Stadt und Land, Männer und Frauen, jung und alt etc. – weiter vertieft oder gar neue Gräben aufgerissen zu werden, falls nicht gezielte Gegenmassnahmen ergriffen werden. Ein Blick auf aktuelle Statistiken ergibt ein düsteres Bild: In den am wenigsten entwickelten Ländern kommen beispielsweise auf 1000 Einwohner lediglich elf Telefonanschlüsse und zwei Internet-Zugänge. (Schweiz: 530 Internet-Zugänge). In Nepal kostet ein Internet-Anschluss pro Monat fast das Dreifache eines durchschnittlichen Monatseinkommens (USA: 1.2 Prozent). 80 Prozent aller Websites sind in Englisch – Internet-Angebote in lokalen Sprachen und mit lokalen Inhalten machen einen verschwindend kleinen Anteil aus. Das Ergebnis ist ein tiefer digitaler Graben. Die armen Länder sind beim Zugang zu Informations- und Kommunikationstechnologien massiv benachteiligt. Sie drohen den Anschluss an die technische Entwicklung weiter zu verlieren – mit entsprechend negativen sozialen und wirtschaftlichen Konsequenzen.

Die Informations- und Kommunikationstechnologien sind allerdings nicht nur Mitverursacher des wachsenden Gefälles zwischen arm und reich. Sie bergen wie die meisten Technologien auch ein enormes konstruktives Potenzial für Entwicklung und Armutsminderung. Noch 1997, zum Zeitpunkt der ersten Global Knowledge Conference, kannte kaum jemand das Kürzel ICT. Heute zählt ICT für Entwicklung (ICT for Development, ICT4D) zu den prioritären Themen in der Entwicklungszusammenarbeit. Zu den Pionieren auf dem Gebiet zählt die Weltbank, die schon früh verschiedene ICT-Initiativen lancierte. Weitere Schlüsselereignisse waren die Ankündigung der „DotForce“-Initiative durch die G8-Länder im Jahr 2000 oder die Gründung der UN ICT Task Force im November 2001. Die wachsende Bedeutung von ICT in Entwicklungsprogrammen ist vor allem auch auf die Initiative vieler Entwicklungsländer zurückzuführen, welche die Chancen von ICT in den letzten Jahren zunehmend erkannt haben.

### **Grosses Potenzial aber kein Allheilmittel**

Information und Wissen sind seit jeher die wichtigsten Motoren von Entwicklungsprozessen. Sie sind die Voraussetzung, damit Menschen ihr Schicksal in die eigene Hand nehmen und ihr Leben aus eigener Kraft verbessern können. Durch die Informationsrevolution ergeben sich heute ganz neue Möglichkeiten für die Verbreitung und Nutzung von Information und Wissen. Konvergenz (Austausch von Text, Bild und Ton über dieselbe Infrastruktur), Geschwindigkeit (Echtzeit, rund um die Uhr), Interaktivität (Zweiweg-Kommunikation, lokale, regionale, globale Vernetzung), globale Verfügbarkeit (Standardtechnologien, unabhängig von nationalen Grenzen) und kontinuierlich sinkende Kosten sind einige der Vorteile, die Informations- und Kommunikationstechnologien zu wirkungsvollen Instrumenten für die Entwicklung machen.

Zahlreiche Projekte in aller Welt (vgl. Beispiele auf dieser und den folgenden Seiten) belegen, dass Internet, Computer, Radio, TV und Telefone auf vielfältige Weise zu

sozialer und wirtschaftlicher Entwicklung beitragen können. Drei Dimensionen stehen im Vordergrund.

1. Besserer Zugang zu relevanten Informationen und Dienstleistungen, z.B.
  - Erleichterter Zugang zu Marktpreisen, Anbaumethoden, Wetterinformationen, medizinischen Auskünften, Informationen zu politischen Rechten etc.
  - Verbesserung der Konkurrenzfähigkeit und Zugang zu neuen Märkten
  - Schaffung neuer Möglichkeiten für Know-how-Erwerb und Ausbildung, darunter E-Learning und Fernunterricht
  
2. Bessere Teilnahme am öffentlichen Leben, z.B.
  - Erleichterte Teilnahme an Entscheidungsprozessen
  - Erhöhung der Effizienz, Transparenz und Verantwortlichkeit (Accountability) von Behörden und Institutionen
  - Medium für den Ausdruck der eigenen Interessen und Mittel, um auf Entscheidungsträger Druck auszuüben
  - Förderung von lokaler Kultur, lokalem Wissen und kultureller Vielfalt
  
3. Bessere Kommunikation und Vernetzung von Interessengruppen und Aufbau von lokalen, regionalen und globalen Netzwerken, z.B.
  - Erleichterter Austausch von Wissen auf lokaler, regionaler und globaler Ebene
  - Wirksamere Vertretung der eigenen Interessen
  - Schnellere Reaktion auf relevante politische Entscheidungen
  - Effizientere Kommunikation über kulturelle Grenzen hinweg, Verbesserung des interkulturellen Verständnisses, beispielsweise durch Medien

Informations- und Kommunikationstechnologien sind jedoch kein Allheilmittel für Entwicklungsprobleme und kein Selbstzweck. Vielmehr sind sie Instrumente, die in eine umfassende Strategie zur Armutreduktion und in den lokalen Kontext eingebettet sein müssen, um optimale Wirkung zu erzielen. Ebenso sind für ihren Erfolg ein angemessener politischer, institutioneller und rechtlicher Rahmen sowie menschliches Know-how unabdingbare Voraussetzungen.

### **ICT for Development Platform: Präsentieren, debattieren, handeln**

Im Zentrum des UNO-Weltgipfels zur Informationsgesellschaft (World Summit on the Information Society, WSIS) steht die Formulierung einer gemeinsamen Vision für eine globale Wissensgesellschaft, an der alle Menschen beteiligt sind. Ziel des politischen Segments ist die Verabschiedung einer Deklaration („Declaration of Principles“) und eines Aktionsplans („Plan of Action“) mit einem Massnahmenkatalog und konkreten Zielen zur Umsetzung durch Regierungen, internationale Organisationen, Zivilgesellschaft und Privatsektor. Der Erfolg des Gipfels misst sich aber ebenso daran, ob es gelingt, Entscheidungsträger auf allen Ebenen für die Möglichkeiten von ICT für Entwicklung zu sensibilisieren und konkrete, ergebnisorientierte Partnerschaften anzustossen.

Genau diese Ziele verfolgt die ICT for Development Platform. Sie wird vom 9. bis 13. Dezember gemeinsam von der Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit (DEZA) und dem internationalen Netzwerk Global Knowledge Partnership (GKP) or-



ganisiert. Der grösste „Summit Event“ soll den politischen Gipfel bereichern und ergänzen. Die Schweiz als Gastgeberland des World Summit will mit der Organisation dieser Plattform der in Genf versammelten Weltgemeinschaft eine zusätzliche Attraktion bieten und neue Lösungswege aufzeigen.

Unter dem Motto „connecting people for a better life“ („Menschen verbinden – für ein besseres Leben“) ist die ICT for Development Platform die bislang grösste Veranstaltung, die sich gezielt mit dem Einsatz von Informations- und Kommunikationstechnologien für die Entwicklung beschäftigt. Sie bringt Vertreter und Vertreterinnen aus allen Teilen der Welt und aus allen gesellschaftlichen Bereichen – Regierungen, nationale und internationale Organisationen, UNO-Agenturen, Privatwirtschaft und Wissenschaft – in Genf zusammen. Sie besteht aus zwei Teilen, einer Ausstellung und einem Konferenzprogramm und belegt die ganze Palexpo-Halle 4 in unmittelbarer Nachbarschaft zum politischen Gipfel. Im Unterschied zu diesem ist sie für die breite Öffentlichkeit zugänglich.

Auf 16000m<sup>2</sup> präsentieren 200 Aussteller aus 80 Ländern praxis-orientierte Projekte, Produkte und Dienstleistungen, in denen ICT – vom einfachen Transistorradio bis zum Hightech-Computersystem – auf innovative Weise für die Armutsminderung und Entwicklung eingesetzt wird. Ob Open Source Software, Community Radios, e-Lernen, landwirtschaftliche Informationssysteme oder Internet-gestütztes Networking: Besucher finden zu fast jedem denkbaren Thema die aktuellsten Informationen und Angebote. Im Konferenzprogramm mit rund 40 Podiumsdiskussionen, Seminaren und Workshops diskutieren Regierungschefs, Minister, Unternehmensführer, ICT-Praktiker und NGO-Vertreter Trends, Perspektiven und Strategien im Bereich ICT für Entwicklung. Als zusätzliche Attraktion präsentieren vier spezielle Gastländer – Bolivien, Finnland, Mali und Malaysia – ihre Strategien und Politiken im Bereich ICT for Development und informieren über Erfahrungen und Erfolgsfaktoren bei der Umsetzung. Verschiedene Mechanismen stellen sicher, dass die Ergebnisse der diversen Debatten und Präsentationen in den politischen Prozess des Gipfels einfließen.

In der Ausstellung und im Konferenzprogramm widmet sich die ICT for Development Platform fünf Schwerpunktthemen. Sie wurden ausgewählt, weil sie für die Überbrückung des digitalen Grabens von zentraler Bedeutung sind. Im Einzelnen sind es:

- Innovating for Equitable Access: Infrastruktur, Zugang, erste/letzte Meile, drahtlose Kommunikation; Finanzierungsmechanismen für ICT für Entwicklung; offene Lösungen / Open Source Software
- Building Human Capacity and Empowerment: Erwerb von ICT-Know-how; Einsatz von ICT in der Ausbildung (e-Learning etc.), Jugend / Frauen, Minderheiten, Gesundheit
- Strengthening Communications for Development: Rolle und Bedeutung der Medien; interkulturelle Kommunikation; humanitäre Hilfe und Katastrophen-Informationssysteme, Konfliktprävention und –bewältigung
- Local Content und Knowledge: Lokale Kultur, lokales Wissen und lokale Inhalte; Indigenes Wissen, lokale Medien

- Fostering Policy and Implementation: e-Strategien und Politiken, e-Government (einschliesslich Sicherheit), elektronischer Handel, e-Business

### **Beteiligung aller Akteure im Rahmen von Multi-stakeholder Partnerships**

Welche institutionellen und politischen Rahmenbedingungen sind notwendig, damit Informations- und Kommunikationstechnologien ihr Potenzial für die Entwicklung voll entfalten können? Welche Ansatzpunkte bieten dafür maximale Chancen? Wie lassen sich Pilotprojekte skalieren? Das sind einige der Schlüsselfragen aus praktischer Sicht, auf welche die ICT for Development Platform Antworten geben will.

Beispielsweise ist es offensichtlich, dass eine funktionierende Infrastruktur, angemessene Technologien und eine gesicherte Finanzierung unabdingbare Voraussetzungen sind, um ICT für die Entwicklung zu nutzen. Allerdings reichen sie nicht aus. Ausbildung sowie der Aufbau von lokalen Kapazitäten und lokalem Know-how sind ebenso notwendig. Um digitale Gräben innerhalb eines Landes zu überbrücken, müssen Mechanismen geschaffen werden, um benachteiligte und marginalisierte Menschen ein zu beziehen. Damit Jugendliche und Frauen eine Schlüsselrolle als Multiplikatoren wahrnehmen können, müssen sie entsprechende Möglichkeiten erhalten. Die Aufbereitung und der Austausch von lokalen Inhalten, die auf lokalem Wissen, lokalen Erfahrungen, Kulturen und Sprachen beruhen, müssen gefördert werden. Nur so lässt sich verhindern, dass Entwicklungsländer ausschliesslich zu Konsumenten der im Norden produzierten Inhalte werden. Schliesslich müssen die Entwicklungsländer eine eigene, auf ihre spezifischen Verhältnisse angepasste Vision einer Informationsgesellschaft entwickeln.

Die ICT for Development Platform gründet auf der Überzeugung, dass Herausforderungen dieser Grössenordnung nicht von Regierungen, Geberagenturen und multilateralen Institutionen allein bewältigt werden können. Eine Bündelung der Kräfte aller Akteure – Regierungen, Internationale Organisationen, Wirtschaft und Zivilgesellschaft – ist notwendig. Ein relativ neues Mittel dazu sind so genannte „Multi-stakeholder Partnerships“ (MSP), Partnerschaften, in denen verschiedene Gruppen im Interesse eines gemeinsamen Ziels zusammenarbeiten. Die Plattform verfolgt deshalb einen konsequenten Multi-stakeholder-Ansatz und zählt die Förderung von MSP zu ihren vorrangigen Zielen.

In mehrerer Hinsicht ist die Plattform selber eine erfolgreiche Multi-stakeholder-Initiative. So wird sie gemeinsam von der DEZA und Global Knowledge Partnership (GKP) organisiert. Letztere ist mit 80 Mitgliederorganisationen aus 34 Ländern bei weitem das grösste Multi-stakeholder-Netzwerk, das sich der Nutzung von Informations- und Kommunikationstechnologien für die Entwicklung und Armutsminderung verschrieben hat. Für die konzeptionelle und inhaltliche Beratung der ICT for Development Platform wurde ein internationaler Beirat (International Advisory Panel) geschaffen, dem UN-Organisationen wie UNDP, ITU oder UN ICT Task Force, Geberagenturen wie das britische Department of International Development oder die Schwedische SIDA, die Privatwirtschaft wie die Internationale Handelskammer und verschiedene Non-Government-Organisationen wie Brot für Alle angehören.

Das Konzept der ICT for Development Platform hat ein durchwegs positives Echo ausgelöst. Bereits zwei Monate vor dem Beginn des Gipfels war die Ausstellungsfläche vollständig ausgebucht. Die rund 200 Aussteller der ICT for Development Platform setzen sich dabei gleichmässig aus Vertretern von Regierungen, internationalen Organisationen, Unternehmen und Zivilgesellschaft zusammen.

Damit hat die ICT for Development Platform gute Aussichten, ihre Ziele im Rahmen des Gipfels zu erreichen. Zu den wichtigsten Anliegen zählt es, der Entwicklungsdimension am Weltgipfel die notwendige Bedeutung einzuräumen. Gleichzeitig will sie am Beispiel von konkreten Lösungen das Bewusstsein bei den verschiedenen Akteuren für das riesige Potenzial der Informations- und Kommunikationstechnologien für Armutsminderung und Entwicklung stärken. Sie schafft eine dringend notwendige Plattform, wo sich Angebot und Nachfrage treffen können. Als Umschlagplatz für Ideen konzipiert, will sie schliesslich den Wissens- und Erfahrungsaustausch zwischen allen Interessengruppen fördern und als Katalysator für neue innovative Partnerschaften und Projekte dienen. Auf diese Weise kann sie eine nachhaltige Wirkung weit über den Gipfel hinaus erzielen.

Websites:

[www.ict-4d.org](http://www.ict-4d.org); [www.wsis-online.net/ict4d](http://www.wsis-online.net/ict4d) (für die ICT for Development Platform)

[www.deza.admin.ch/ict4](http://www.deza.admin.ch/ict4)

[www.globalknowledge.org](http://www.globalknowledge.org)

*Die ICT4D Plattform findet vom 9. – 13. Dezember in der Halle 4 der Palexpo in Genf statt und ist für die breite Öffentlichkeit zugänglich. Öffnungszeiten: 9.00 bis 18 Uhr, einschliesslich Samstag.*

## Beispiel 1

### **Mandate the Future: Partizipation durch Vernetzung**

Mandate the Future ist eine Internet-Plattform, die sich auf nachhaltige Entwicklung spezialisiert hat. Dabei richtet sie ihr Augenmerk insbesondere auf Jugendorganisationen im Süden. Sie sollen eine Plattform erhalten, um Informationen, Erfahrungen und Wissen auszutauschen und um sich im öffentlichen und politischen Leben besseres Gehör zu verschaffen.

Das Projekt wurde vor drei Jahren von der Nicht-Regierungsorganisation Worldview International Foundation initiiert. Seither etabliert sich die Website [www.mandatethefuture.org](http://www.mandatethefuture.org) zusehends als Dreh- und Angelpunkt für die Kommunikation zwischen Jugendorganisationen im Süden, die sich an der Basis für nachhaltige Entwicklung engagieren. Derzeit zählt das Netzwerk 340 angeschlossene Organisationen. Zum einen geht es dabei um den Austausch von konkreten Erfahrungen aus Projekten. Zum anderen soll durch die Vernetzung auch der Dialog zwischen den Organisationen im Hinblick auf eine effizientere Wahrnehmung ihrer politischen Interessen verstärkt werden.

Gemeinsam mit Worldview International Foundation will Mandate the Future ein globales Netzwerk von Nicht-Regierungsorganisationen aufbauen. Schon heute umfasst dieses rund 800 Organisationen, künftig sollen es 1000 sein. Dazu unterstützt World International Foundation auch den Aufbau von Community Media Centres in verschiedenen Ländern des Südens.

Website: [www.mandatethefuture.org](http://www.mandatethefuture.org)

## Beispiel 2

### **Information Village: Verbesserte Marktchancen**

Das Information Village Research Project (IVRP) der M.S. Swaminathan Research Foundation will durch den gezielten Einsatz von Informations- und Kommunikationstechnologien (ICT) die Lebensbedingungen von bäuerlichen Gemeinschaften im Süden Indiens verbessern. Dazu wurden zehn Dörfer in der Region von Pondicherry miteinander vernetzt und mit Internet-Zugang ausgestattet.

In jedem Dorf gibt es heute mindestens einen „Village Shop“ mit Computer, Telefon und Wählzugang zum Internet. Hier werden Informationen vom Web herunter geladen und in lokal nutzbares und für die Einwohner relevantes Wissen umgewandelt. Lokale News, die aktuellen Tagespreise für Landwirtschaftsprodukte auf den Märkten der Region, Wetterprognosen oder Informationen zu Regierungsprogrammen sind nur einige der angebotenen Informationen.

In Embalam, zum Beispiel, einem Dorf mit ca. 7000 Einwohnern, welches fast ausschliesslich von Landwirtschaft lebt, sind die auf dem regionalen Zentralmarkt festgelegten Marktpreise der verschiedenen Produkte von grossem Interesse. Früher wurden die Bauern oft von Mittelsmännern übervorteilt, weil sie die aktuellen Marktpreise nicht kannten. Heute werden am frühen Morgen per Telefon die offiziell festgelegten

Marktpreise per Internet in die Dörfer übermittelt und dort an Anschlagbrettern ausgehängt oder per Megafon im Dorf ausgerufen.

Zu den Besonderheiten des Projekts zählt, dass Freiwillige laufend lokale Inhalte aus verschiedensten Quellen aufbereiten. Über 100 Datenbanken mit Informationen bestehen bereits. Eine weitere Spezialität ist der Fokus auf die Integration von Frauen. Sie stellen heute bereits fast 50 Prozent der Nutzer.

Website: [www.mssrf.org](http://www.mssrf.org)

### Beispiel 3

#### **Kothmale Community Radio: Kommunikation für Entwicklung**

Kothmale Community Radio (KCR) versorgt die ländliche Bevölkerung des Kothmale-Tals mit für sie relevanten Informationen. Dafür greift das Redaktionsteam seit einiger Zeit zusätzlich zu lokalen Quellen auch auf das Internet zurück. Zudem tritt das Radio auch als Internet Service Provider (ISP) auf und bietet Schulungen an.

KCR wurde vor 14 Jahren gegründet. Es richtet sich vor allem an die Bevölkerung des Kothmale-Tals, die mehrheitlich aus Bauern besteht. Die Radioprogramme – sieben Stunden täglich – werden in singhalesisch und tamilisch ausgestrahlt und richten sich an alle Altersgruppen.

Seit einiger Zeit verfügt das Radio auch über Zugang zum Internet. Daraus ergeben sich neue Möglichkeiten für die Programmgestaltung, die von den Betreibern gezielt genutzt werden. So können die Hörer und Hörerinnen von KCR per Telefon oder per Post Themen einreichen, zu denen sie zusätzliche Informationen wünschen. Die Redaktion recherchiert die Informationen im Internet und bei lokalen Quellen und informiert täglich in einer einstündigen Sendung über die Ergebnisse. Landwirtschaftliche Informationen etwa zu neuen Anbaumethoden oder Gesundheitsauskünfte, Informationen zu Aids aber auch Fragen nach der Bedeutung der Gentechnologie stehen weit oben auf der Liste der Hörerwünsche. Das auf lokale Nachfrage und Interaktivität beruhende Konzept von KCR scheint aufzugehen. Rund 60% der lokalen Bevölkerung hört täglich die Programme des Radios. Damit ist KCR die unangefochtene Nummer Eins in der Region.

Zusätzlich fungiert KCR auch als Internet Service Provider (ISP) für lokale Schulen und Bibliotheken. Für Jugendliche bietet das Kothmale Community Center zudem mit grossem Erfolg Computerkurse an.

Website: [www.kothmale.net](http://www.kothmale.net)

~ — TM

# **L**a fracture médiatique

---

Michel BÜHRER \*

La troisième conférence préparatoire du SMSI (Prepcom 3) devait être celle qui cristallise les positions à trois mois du sommet lui-même. Dans ce sens, elle n'a pas déçu. En ce qui concerne les médias, les négociations ont été bloquées dès les premières séances en groupe de travail intergouvernemental. Phrase par phrase, mot par mot, l'article de la déclaration de principe qui traite des médias fit l'objet de telles controverses qu'après deux semaines il en sortit un texte entre parenthèses, lui-même farci de parenthèses. Autrement dit, tout reste à négocier. Certaines délégations ont même proposé de supprimer l'article sur les médias pour en disperser quelques éléments dans le reste de la déclaration. La frustration et l'inquiétude étaient telles dans le lobby des médias ( le « caucus médias » de la société civile), qu'il a écrit une lettre ouverte à Kofi Annan le 26 septembre 2003, à l'issue des travaux, pour lui demander de mettre un peu d'ordre dans la maison. Et de rappeler que les termes si âprement discutés en vue du sommet figurent de manière détaillée et précise dans les déclarations de cinq conférences régionales de l'UNESCO tenues entre 1991 et 1997, déclarations endossées par l'assemblée générale des Nations Unies.

## **Les médias, l'une des priorités suisses**

La seule bonne nouvelle pourrait être que le thème des médias est en discussion. Il faut en effet se souvenir qu'au début 2002, les documents officiels du secrétariat du sommet ne les mentionnaient pratiquement pas. Ou alors pour souligner qu'ils sont « importants », mais surtout pour colporter la bonne parole de la « société de l'information ». Pas un mot sur les implications de celle-ci pour le fonctionnement même de la presse. Divers groupes de pression se sont mobilisés dès la première conférence préparatoire (Prepcom 1) en juillet 2002. En Suisse, la Fédération Suisse des Journalistes (FSJ, qui a changé de nom en octobre 2003 pour devenir « impressum ») a réuni un groupe de journalistes pour mettre au point un texte de base qui reflétait les préoccupations de la profession. Les médias étant pareillement absents

---

\* Journaliste, membre de la délégation suisse pour la Fédération Suisse des Journalistes

des priorités de la délégation suisse, la FSJ a approché cette dernière, qui a proposé d'une part de l'intégrer à la délégation, en février 2003, d'autre part de placer les médias dans ses priorités. Depuis, la Suisse a pris une position de pointe sur ce sujet.

Les préoccupations des médias touchent à la liberté d'expression bien sûr, en exigeant une référence explicite à l'article 19 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme (« Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression... ») ; mais aussi à la protection de la pratique professionnelle, qui garantit cette liberté ainsi que l'indépendance et la pluralité des médias : libre accès aux sources, mesures contre les abus de la concentration, définition des standards et de l'éthique par les professionnels eux-mêmes, etc. Les positions arc-boutées de certaines délégations contre ces exigences de base viennent partiellement du fait que les délégués ne connaissent rien aux médias : ce sont typiquement des spécialistes des télécommunications, sommet de l'UIT oblige. Mais au delà de cet écueil, ce sont évidemment les pays les plus répressifs en matière de liberté d'expression qui font barrage.

### **L'information comment et pour qui ?**

Les représentants des médias, au diapason de toute la société civile, demandent aussi que les moyens d'information « traditionnels », notamment le plus répandu, la radio, soient pleinement intégrés dans la réflexion du sommet. Cela comprend les médias dits communautaires. Le sommet a en effet une tendance lourde à se focaliser sur les nouvelles technologies, celles où il y a de l'argent à se faire d'un côté et des investissements à gagner de l'autre. Personne ne nie l'importance des infrastructures, et surtout pas les journalistes. Mais les vraies questions « de société » sont de savoir au bénéfice de qui et ce qu'on en fait, des thèmes sur lesquels tous les acteurs sociaux, médias compris, ont une réflexion à tenir.

Des lois récentes garantissant l'accès à l'information ont permis de mettre à jour de nombreuses affaires dans des pays aussi différents que l'Inde, le Japon, la Bulgarie ou l'Afrique du Sud (cf [www.freedominfo.org](http://www.freedominfo.org)). D'un autre côté, dans un pays aussi câblé que les Etats-Unis, une étude de l'Université du Maryland a montré que deux tiers des téléspectateurs interrogés au niveau national avaient une vision erronée de la guerre en Irak. Et ceux qui regardaient les grandes chaînes commerciales (entre autres variables) avaient la perception la plus biaisée : en septembre 2003, 49% des sondés croyaient que les troupes américaines avaient trouvé des preuves claires des liens entre Al Qaida et Saddam Hussein et 24% que des armes de destruction massive avaient été découvertes en Irak.

Ces simples exemples confirment ce que l'on sait déjà : il ne suffit pas d'être inondé d'information pour comprendre le monde qui nous entoure. Le contexte social, ainsi que le cadre juridique et politique, voire éthique, sont largement plus importants que les capacités techniques.

### **Un processus autobloquant**

L'une des grandes frustrations de ces négociations vient du fait que nous sommes dans un système des Nations Unies, où les textes doivent être adoptés à l'unanimité. C'est la recette de la fameuse « langue de coton » si répandue, et pour cause, dans ce cénacle. Une seule délégation s'élève contre une rédaction pourtant timide, et tout l'ouvrage est à remettre sur le métier. Cette frustration fut encore attisée par le fait

que le fonctionnement prétendument tripartite ne l'est pas. Dès la deuxième séance des groupes de travail, les représentants de la société civile n'ont eu que la possibilité de faire une déclaration liminaire avant de quitter la salle.

Malgré cela, les contacts entre société civile et délégués gouvernementaux n'ont jamais été si proches dans une préparation de sommet, et c'est peut-être le début d'une orientation historique. Les médias – et singulièrement les journalistes – doivent surtout veiller à ne pas perdre des plumes au nom d'un rapprochement consensuel. La déclaration finale ne sera sans doute pas porteuse d'une « vision » en ce qui les concerne. Encore faut-il se battre pour qu'elle ne soit pas rétrograde.

~ — TM



# The Council of Europe and the Information Society: Some key issues

---

Michael REMMERT \*

The Council of Europe and its member states believe that democracy, human rights and the rule of law are central to the satisfaction of the primary needs of all members of society. This conviction, enshrined in the European Convention on Human Rights, has guided the Council of Europe since its creation in 1949 in its efforts to assist member states in implementing the highest standards of democracy, human rights and the rule of law. These standards should be upheld in the context of the information society by adapting legal frameworks, institutional arrangements and policies to the changing circumstances.

The Council of Europe is a pan-European inter-governmental organisation with 45 member states, covering virtually the entire continent of Europe, thus representing 800 million Europeans. It seeks to develop common democratic and legal principles through standard setting and a culture of co-operation. With regard to new information and communication technologies, the Council of Europe has developed minimum standards in areas that are of concern to all member states, from cyber crime to data protection. It constantly highlights the importance of the human and democratic dimension of communication and promotes e-inclusion and the empowerment of citizens in a democratic information society in such a way as to take advantage of opportunities and prevent risks which may result from the new information and communication technologies.

At the Strasbourg Summit of 1997, the Heads of State and Government of the Council of Europe called for “a European policy for the application of new information technologies with a view to ensuring respect for human rights, promoting cultural diversity, fostering freedom of expression and information and maximising the educational and cultural potential of these technologies”.<sup>9</sup> Following the Summit’s appeal, a comprehensive declaration was issued by the Committee of Ministers<sup>10</sup> to develop a

---

\* Project Manager, « Making democratic institutions work », Council of Europe

<sup>9</sup> Cf. Action Plan of the Second Summit of the Council of Europe, Strasbourg, October 1997

<sup>10</sup> Cf. Declaration of the Committee of Ministers on a European Policy for New Information Technologies, (adopted by the Committee of Ministers at its 104th session on 7 May 1999)

coherent legal and policy framework which would assist member states in encouraging access and participation, competence and empowerment, creativity and diversity and ensuring the protection of all members of the European Information society.

Kate Oakley, author of the publication "Highway to democr@cy - the Council of Europe and the information society"<sup>11</sup>, describes the contribution of the Council of Europe in this field as follows:

"Given its remit, the publications of the Council have attempted to steer clear of a deterministic, technology-focused view of ICT's and instead have reflected a concern with how technologies are being used and how they are changing the lives of European citizens, particularly in human rights and democracy."

In June 2003, the Committee of Ministers - the Council of Europe's governing body - unanimously adopted a Political Message to the World Summit on the Information Society. The Message is a short document - three pages plus two for an action plan. In accordance with its core competences, the Political Message focuses on issues of human rights, equity, the rule of law and the role of the media.

Further to a request of the Chairman of the Committee of Ministers at the time to the Secretary-General of the United Nations, the Political Message has become an official working document of the UN General Assembly and is thus available in all official languages of the United Nations. The text is available on the WSIS website and that of the Council of Europe<sup>12</sup>.

Although the precise content of the declaration of principles and action plan that will be adopted by the Heads of State and Government at the Geneva phase of WSIS cannot be anticipated at this time, the Council of Europe is convinced that the CM Political Message has played a significant role in bringing non-technical issues much stronger on the agenda of WSIS as it had been the case in the earlier drafts of the summit documents.

The Council of Europe stands ready to participate in the implementation of the Plan of Action that is to be adopted at the Geneva phase of WSIS on 10-12 December 2003.

In the present article, a closer look shall be taken at two of the Council of Europe's major legal instruments that have a relevance to the information society, namely the European Convention on Cybercrime and the European Convention for the Protection of Individuals with regard to Automatic Processing of Personal Data (Convention on Data Protection).

Moreover, the article will discuss the work done of by a Council of Europe committee, which is currently preparing a set of European standards on the legal, operational and technical standards of electronic voting.

---

<sup>11</sup> Council of Europe Publishing, Strasbourg 2003, p.9

<sup>12</sup> All Council of Europe documents relating to WSIS can be found at:

[http://www.coe.int/t/e/integrated\\_projects/democracy/02\\_Activities/04\\_W.S.I.S/default.asp#TopOfPage](http://www.coe.int/t/e/integrated_projects/democracy/02_Activities/04_W.S.I.S/default.asp#TopOfPage)

## **The European Convention on Cybercrime**

The Convention on Cybercrime is the first international treaty on crimes committed via the Internet and other computer networks, dealing particularly with offences against the confidentiality, integrity and availability of data or computer systems, computer-related offences, content-related offences and offences involving the infringement of intellectual property and related rights.

The Convention also seeks to establish common rules concerning procedural powers in order to ensure that traditional measures of collection, such as search and seizure, remain effective in the volatile technological environment.

As regards international co-operation, one of the fundamental objectives of the Convention is to enable the application of common computer-crime specific procedural powers at an international level, through a range of cooperation channels, including existing mutual assistance arrangements and also new avenues (the 24/7 network).

An Additional Protocol to the Convention on Cybercrime concerning the criminalisation of acts of a racist or xenophobic nature committed through computer systems, has been recently adopted. The aim of this Protocol is to harmonise criminal law with regard to the dissemination of racist and xenophobic material, racist and xenophobic motivated threat and insult, as well as denial, gross minimisation, approval or justification of genocide or crimes against humanity, through computer systems. A second and even more important effect of the Protocol will be that the investigative powers as defined in the cyber crime Convention and in the instruments for mutual assistance are made applicable to racist and xenophobic crimes committed by means of the Internet.

## **The European Convention on data protection**

The rapid progress made in the field of information technology and, in particular, the developments in electronic data processing and the setting up of extensive data banks, have increasingly facilitated not only the collection and storage of data, but also the processing and interlinking of personal data.

Whilst these developments offer considerable advantages in terms of efficiency and productivity, they also contain potential risks. Modern technology provides access in seconds to limitless quantities of personal data and the possibility of creating "personality profiles" through the combination of different data files.

In the information society, and this regardless of the degree of development, the protection of personal data must be considered a key issue if we are to avoid infringements of the rights and fundamental freedoms of individuals, in particular their right to privacy. Data protection should be an essential guarantee of the balance between individual freedoms and security requirements, between privacy and the need for exchanges of information.

The Council of Europe has taken a pioneering role in this field, starting with the adoption of its Convention for the Protection of Individuals with regard to Automatic Processing of Personal Data (Convention on Data Protection). The adoption of other in-

ternational legal instruments, such as Committee of Ministers Recommendation (99) 5 for the protection of privacy on the Internet, has greatly contributed to the development of the legal framework of the information society.

As the only binding instrument in this field with a worldwide scope of application, the Council of Europe's data protection Convention provides a main point of reference for those states which are currently drafting or reforming national legislation in the field of personal data protection. Moreover, the Committee of Ministers of the Council of Europe has adopted a number of Recommendations in relation to the protection of personal data in different fields.

The Council of Europe data protection committees are currently examining the implications for personal data of several issues which are directly related to the new information society, namely smart cards, video surveillance, the transfer of personal data to third countries which do not ensure an adequate level of protection and the use of biometric data (e.g. fingerprints, face recognition, hand geometry etc.) for identification purposes.

### **Towards European standards on electronic voting**

The Council of Europe started working on e-voting in 2002. The first meeting of the Multidisciplinary Ad Hoc Group of Specialists on legal, operational and technical aspects of e-voting (IP1-S-EE) was held in February 2003. The Ad Hoc Group is supported by two subgroups, one dealing with legal and operational aspects of e-voting, the other with technical aspects.

The standards on e-voting are being prepared in such a way as to be accepted and applied by governments and industry alike. The Council of Europe is preparing standards at three levels:

Legal standards, reflecting the fundamental principles of elections enshrined in international legal instruments.

Operational standards, regarding basic matters of organisation and procedure with regard to e-elections which ensure the respect of the fundamental legal standards.

Core technical standards, which are required to deliver operational standards in a secure and cost-effective manner while ensuring interoperability across devices and enabling control at any stage of the election process.

The Ad Hoc Group uses the following working definition of the term 'e-voting': "The use of electronic means in the process of casting, collecting, storing, transmitting and counting a ballot (in a political election or referendum)".

The key assumption adopted by IP1-S-EE is that e-voting has to be as reliable and secure as any traditional means of casting a vote that is in compliance with the fundamental principles of democratic elections (universal, free, equal, secret and direct elections).

The standards will cover all the elements of an election, i.e. the notification of an election, voter registration, candidate nomination, voting, results and audit.

Some Council of Europe member states are already using or propose to use e-voting methods for a number of purposes, including:

- bringing voting into line with new developments in society and the increasing use of new technologies as a medium for communication and civic engagement;
- delivering voting results quickly and reliably;
- enabling voters to cast their vote from a place other than the polling station in their district; facilitating the participation in elections of all those who are entitled to vote, and particularly of citizens residing or staying abroad;
- improving access to the voting process for voters with disabilities or other cases of reduced mobility;
- increasing voter turnout by providing additional voting channels;
- reducing, over time, the overall cost of conducting an election;
- improving governments' bargaining position with regard to electronic election equipment and services by the adoption of international interoperability standards.

Despite the above-mentioned potential benefits of the introduction of e-voting, it should be noted that modernising how people vote will not, per se, improve democratic participation. Failure to do so, however, is likely to weaken the credibility and legitimacy of democratic institutions.

E-voting initiatives should not replace the traditional way of casting a paper ballot in a polling station, it should remain an optional and additional channel. Opportunities should be provided for multi-channel voting, i.e. a combination of traditional paper ballot, kiosk/poll site e-voting and remote e-voting, in order to maximise benefits for citizens who have access to, and are confident in using new technologies without penalising those unfamiliar with such systems.

Only e-enabled voting systems which are efficient, secure, technically robust and readily accessible to all voters will build the public trust to such an extent as to make it feasible to hold large-scale e-enabled elections.

In order to ensure the privacy and equality of suffrage, it must be ensured that only persons who are entitled to do so vote at an e-enabled election, no voter casts his/her vote more than once, and each vote validly cast is only counted once when election results are calculated.

The compliance of e-voting systems with secrecy requirements should be ensured according to the following principles:

- Any authentication procedure must be such as to prevent the identity of the voter being disclosed to others;
- Voters must be given access to particular electronic ballot boxes in a number sufficient to protect the identity of any individual voter using the ballot box;
- No ballot shall be disclosed in any manner during the administration of the election, or afterwards, that permits the voter who cast the ballot to be identified.

Finally, specific and satisfactory solutions must be put into place in countries where the electoral system allows voters to change a previously cast postal vote on election day (e.g. Sweden), or where a judicial authority is authorised by law to ascertain by whom, where and by what means any ballot was cast (e.g. United Kingdom).

Once adopted, the Council of Europe standards for e-voting will be applicable to both e-enabled voting systems in controlled environments (polling stations, mobile kiosks etc.), but also to remote e-voting (internet, telephone, etc.). The standards could be used by member states as benchmarks for the setting-up of e-voting systems and the evaluation of pilot projects. They should be valid in a long-term perspective and irrespective of changes in technology.

It is expected that the Committee of Ministers of the Council of Europe will be able to adopt a Recommendation to member states on e-voting in 2004.

~ — TM

# **O**ECD and the Information Society: New challenges

---

Pekka LINDROOS, Misha PINKHASOV \*

The OECD has long-standing experience with analysis and providing policy guidance for the development of the Information Society in its Member countries. But challenges to the development of the Information Society are of a global nature. The Organisation's most developed Members and those still addressing the challenges of development and post-Communist transition, are both continuously facing new lessons of policy liberalisation and modernising regulation to handle the evolution and use of information and communication technologies (ICT).

With respect to the Information Society, important issues include telecommunications policy and infrastructure, broadband development, use and impacts of ICT, online trust and security, innovation, human resource and skill development, and the Digital Divide. Further, work on developing effective e-government is also a leading issue, as are the basic international rules for taxation and trade policy. Mainstreaming ICT in official development assistance programmes is another important concern if the benefits of the Information Society are to be realised globally.

Delegates to the various OECD committees have recent and pertinent experience in developing and implementing policies to promote the digital economy. It is in this perspective that the OECD offers its advice, believing strongly that all nations can draw benefits of tested best practices and experiences in other countries. This is because the OECD is not a closed shop for developed economies, but rather recognises that challenges to the Information Society are shared by all nations. Outreach activities include Global Forums on the Knowledge Economy, which have gathered hundreds of participants from non-Member economies and have allowed the OECD to gain experience with many aspects of the challenges to developing countries.

These enable the Organisation to contribute substantively to the content of the WSIS with, hopefully, a consequent improvement in the extent to which it will achieve its

---

\* OECD Secretariat Directorate for Science Technology and Industry, Division for Information, Computer and Communications Policy.

objectives concerning the contribution of ICTs to meeting the Millennium Development Goals.

The OECD Directorate for Science Technology, Division for Information, Computer, and Communications Policy (ICCP) co-ordinates activities related to the Information Society and the Digital Economy. In doing so, ICCP works with OECD directorates for Trade, for Education, for Public Governance and Territorial Development, and for Financial Fiscal and Enterprise Affairs, as well as the OECD Development Centre on specific measures relating to ICTs in terms of commerce, human resource development, e-government and stakeholder participation, taxation, and other areas relevant to broader economic development. OECD experience in these areas is directly relevant to the needs of developing countries in becoming a part of the Information Society, and thus applicable to the WSIS process.

### **The OECD Approach to the Information Society**

OECD work has concluded that coherent policy frameworks are a fundamental condition for the use of ICTs for growth and development and consequent poverty reduction. The OECD believes that policies for the Information Society should be market-driven and that sustainable development has to be based on commercially viable ventures and largely private investment.

The OECD also believes in a consultative policy-making and delivery method, demonstrated by its long-established work with the Business and Industry Advisory Committee to the OECD (BIAC), and the Trade Union Advisory Committee to the OECD (TUAC), as well as its deep partnership with citizens' organisations and civil society at large.

Based on research and the experiences of Member countries, the OECD has long been an advocate of telecommunications liberalisation. This principle applies at all levels, from deregulating traditional national monopolies to unbundling of the local loop, opening these markets to private investment and competition between new entrants.

Further work by the OECD has focused on ICT use by individuals, businesses and government. The OECD was among the first to do statistical work on measuring the digital divide. Policy work has included focus on ICT access, on developing the necessary skills, and on organisational change and sectoral development.

Similarly, OECD work on the basic elements of trust and confidence in the digital economy dates back several years. This work includes the publication of guidelines for the protection of privacy, consumers and information systems, as concerns data flows, electronic commerce and other transactions over cross-border networks. This work was launched as early as 1980 and has been constantly updated and the emerging issues tackled.

Policy analysis and advice are the main tools of the OECD. It is not an organisation that is engaged in field work. It advances its agenda via broad policy recommendations or case presentations of successful policy outcomes in form of best practices. In this way, the OECD can have a large impact on the development of the Information



Society but it needs partners and networks for the delivery of policy. A substantial part of the WSIS effort should be devoted towards generating common ground for this mode of operation between all participants.

Within the OECD, the Committee for Information, Computer and Communications Policy (ICCP) has been charged with co-ordinating the OECD contribution to the WSIS, putting together some of the most relevant policy deliverables discussed below.

### **OECD Participation in the WSIS**

The OECD has been an active participant in the WSIS preparatory process, including involvement in the Preparatory Committee and Intersessional meetings, as well as the High-Level Summit Organizing Committee. At the invitation of the WSIS to all participating bodies, the OECD prepared a Contribution document with commentary on the WSIS draft Declaration of Principles in nine areas where the OECD has particular expertise and identified as priorities by the OECD Member countries themselves on the basis of current OECD work:

1. *ICTs as Key Enablers of Economic Growth.* Building on the foundations of a Knowledge Economy, ICTs enhance efficiency gains and increase productivity. By enabling the creation and distribution of wealth, ICTs have positive implications for development and poverty reduction. The OECD's multidisciplinary expertise contributes to greater understanding of the role of ICTs in economic growth and social development.
2. *Mainstreaming ICTs into ODA and National Development Strategies.* The ongoing challenge is to integrate ICTs effectively into national development and poverty-reduction strategies, to co-ordinate more effectively Official Development Assistance (ODA), and to share knowledge in harnessing ICT-for-development (ICT4D). The OECD has developed a comprehensive matrix of bilateral and multi-lateral ICT4D strategies and can further strengthen joint efforts on ICT4D by providing policy leadership, awareness raising and benchmarking.
3. *ICTs and Trade.* ICTs are both an important component of trade and a means by which trade in other goods and services can be expanded or facilitated. However, concomitant regulatory reform remains essential to ensure that liberalisation results in genuine competition and important public policy objectives are safeguarded. The OECD has measured the trade and investment dimensions of the new economy, showing that countries with the highest ICT expenditure are more open and frequently obtain the best overall trading results, with emerging countries achieving better results in ICT trade than in other sectors.
4. *Developing Trust and a Culture of Security.* Trust and security are central to developing the Digital Economy. There is no question that all economies must develop a Culture of Security, and that active participation is required from all members of society. Several of the OECD's Policy Guidelines serve as international benchmarks in this area. The UN General Assembly adopted a Resolution on the Creation of a Global Culture of Cyber-security in December 2002 based on the

OECD Security Guidelines, and thus their endorsement should be a goal of the WSIS.

5. *Capacity Building through Human Resources Development and E-Learning.* The use of ICTs in education and learning is increasingly important for human resource development in the global Information Society, as access to education and knowledge is essential for economic, social and cultural development. The OECD has been working on ICT use in schools over many years to identify good practices, innovations and policies, and will continue to work on exchanging this knowledge across institutions, enterprises and countries to improve educational outcomes globally.
6. *Civil Society and Business as Partners for Decision Making.* Strengthening relations with citizens and business allows government to tap new sources of policy relevant-ideas, information and resources when making decisions. It also contributes to building public trust in government, raising the quality of democracy and strengthening civic capacity. The OECD has been working in this area since 1999, and recent work has addressed the use of ICTs in engaging citizens and the question of evaluation of information, consultation and public participation in policy making.
7. *The E-Government Imperative.* The rise of the Information Society has led to major changes in citizen expectations and organisational structures, cultures and working processes. Governments will have to adopt Information Society tools and working practices if they are to remain responsive to citizen needs. Numerous OECD publications delineate the importance of e-government. The forthcoming report, *The E-Government Imperative*, provides a framework for analysis of e-government, and provides practical advice for decision makers.
8. *Peer Review as a Key to Evaluating E-Strategy Goals and Progress.* Peer review is the systematic examination and assessment of the performance of a State by other States with the ultimate goal of helping the reviewed state improve its policy-making, adopt good practices, and comply with established standards and principles. Peer Review is a powerful tool to create awareness of actual country performance towards achieving an Information Society for its citizens. The OECD has used this method since its creation and peer review has, over the years, characterised the work of the organisation in most of its policy areas.
9. *Statistics in the Information Society.* Statistics are important in the formation, implementation and evaluation of policy. The Information Society requires a major policy-making effort and thus requires the development of the statistical measures and indicators needed for informed decision making and action. The OECD has conducted extensive work in the quantification and measurement of ICT-driven economic impacts, cutting across national and sectoral boundaries. This work is considered a milestone in setting definitions and developing model surveys of households and businesses.

## The OECD Plan of Action

In addition to commentary on the WSIS Declaration of Principles, the OECD presented action points specific to the nine areas discussed. As the OECD functions primarily as an intergovernmental think-tank and policy forum, rather than engaging in operational activities in non-Member countries, these action points were limited to concrete actions that the OECD is realistically capable of delivering.

Included is continued analytical work and identification of best policy practices to enhance impacts of ICT on growth and development. The OECD will continue its practice in seeking co-operation with non-Member countries as well as other international and regional entities in order to fully exploit its competencies and extend their scope beyond its own membership. Our experience has illustrated the high degree of applicability of our approach and the receptiveness of our partners to it.

In the WSIS context, the OECD will provide a forum for international co-operation, information-sharing, and harmonisation of strategies during the period from the Geneva 2003 first phase of WSIS to the Tunis 2005 second phase.

Further, the OECD has experience in the review of many policy domains for its members and could make available its expertise in helping design reviews for national e-strategies in co-operation with the countries concerned and with relevant international and regional bodies, in particular to NEPAD for implementation among African countries.

During the course of the WSIS, the OECD will actively participate in several events including a presence at the ICT for Development (ICT4D) platform. Others include the meeting on Monitoring the Information Society: Data, Measurement and Methods, where the will seek participating country commitment to various aspects of the Framework Document for Information Society Measurements and Analysis. The OECD will also be involved in the discussion on the Role of Science in the Information Society. Both these meetings will take place the 8-9 of December. Finally, the OECD will take part in the meeting on National Strategies for the Information Society and the role of Regional and Global Organisations on 10-11 December.

Further resources can be found on the OECD website at:

Science, Technology and Industry:	<a href="http://www.oecd.org/sti">www.oecd.org/sti</a> .
Development Co-operation:	<a href="http://www.oecd.org/dac/ict">www.oecd.org/dac/ict</a>
E-government:	<a href="http://www.oecd.org/gov/Egov">www.oecd.org/gov/Egov</a>
Citizen inclusion:	<a href="http://www.oecd.org/gov/citizens">www.oecd.org/gov/citizens</a>
Statistical work:	<a href="http://www.oecd.org/sti/measuring-infoeconomy">www.oecd.org/sti/measuring-infoeconomy</a> , <a href="http://www.oecd.org/sti/scoreboard">www.oecd.org/sti/scoreboard</a> , <a href="http://www.oecd.org/sti/working-papers">www.oecd.org/sti/working-papers</a>
Education:	<a href="http://www.oecd.org/edu/ict/">www.oecd.org/edu/ict/</a> , <a href="http://www.oecd.org/edu/km/">www.oecd.org/edu/km/</a>



